

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**POLITIQUE DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ÉTUDIANT - PRIX DES INNOVATEURS 2023 -
GENOPOLE**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	7
Bilan intermédiaire de la COM Genopole 2021-23	8
PROJET DE DÉLIBÉRATION	20
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	24
Annexe 1 - Convention COM Genopole 2024-2026	25
Annexe 2 - Statuts actualisés de la SEM Genopole	38
Annexe 3 - Lauréats Prix des Innovateurs 2023	58
Annexe 4 - Convention chercheur - Prix des Innovateurs	60
Annexe 5 - Convention établissement de rattachement - Prix des Innovateurs	64
Annexe 6 - Fiche projet premier lauréat - Institut Imagine	75
Annexe 7 - Fiche projet deuxième lauréat - Sorbonne Université	78
Annexe 8 - Fiche projet troisième lauréat - Université Paris-Saclay	81
Annexe 9 - Fiche projet Pépite start'up Île-de-France	84
Annexe 10 - Convention Pépite Start'up Île-de-France	88
Annexe 11 - Fiche projet actions collectives Pépite Île-de-France	106
Annexe 12 - Avenant n°1 convention EX053201 SESAME 2020 EPF GREEN	110

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport vise :

- à attribuer 1 095 208 € au GIP GENOPOLE correspondant à la deuxième partie de la dotation de fonctionnement 2023 ;
- à adopter une convention d'objectifs et de moyens triennale entre la Région Ile-de-France et le GIP Genopole pour la période 2024-26 ;
- à considérer le changement d'adresse du siège social de la SEM Genopole et à modifier ses statuts en conséquence ;
- à attribuer 154 000 € en faveur de l'entrepreneuriat étudiant et 100 000 € en faveur des 3 lauréats du Prix des Innovateurs en Santé 2023 ;
- à modifier le projet SESAME 2020 GREEN porté par la Fondation Ecole Polytechnique Féminine (EPF).

1. Seconde partie de la dotation régionale 2023 en fonctionnement au GIP Genopole

Le présent rapport a pour objet d'affecter **1 095 208 €** au GIP Genopole correspondant à la seconde partie de la contribution régionale 2023 (soit 30% de la subvention 2023) au budget de fonctionnement du GIP.

Il est rappelé que le montant prévisionnel de la dotation 2023 à hauteur de 3 650 692 €, a précédemment été défini dans la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 signée entre la région d'Île-de-France et le GIP Genopole et adoptée en commission permanente du 18 novembre 2020 (CP 2020-492).

L'objectif était en effet de permettre au GIP Genopole de bénéficier d'une perspective pluriannuelle de ses ressources de fonctionnement et à la Région de disposer d'une meilleure lisibilité des besoins et de l'utilisation des ressources mises à disposition du cluster pour son développement.

Ainsi, depuis sa création le 13 décembre 2001, le GIP Genopole, perçoit de la Région une dotation annuelle de fonctionnement ainsi que des subventions sur des actions ciblées en investissement.

2. Approbation de la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la Région Ile-de-France et le GIP Genopole relative à la période 2024-26 et modification des statuts du GIP

2.1. Convention d'Objectifs et de Moyens 2024-2026

Le présent rapport est consécutif au vote de la délibération CP 2020-492 du 18 novembre 2020 et ses avenants, portant adoption de la première Convention triennale d'Objectifs et de Moyens entre la Région Île-de-France et le GIP Genopole, sur la période 2021-23. Véritable outil de pilotage et de dialogue avec la Région, cette convention permet au GIP Genopole de bénéficier d'une perspective pluriannuelle sur ses ressources de fonctionnement et à la Région de disposer d'une meilleure compréhension des besoins et de l'utilisation des fonds dédiés à Genopole.

La définition de la nouvelle Convention triennale d'Objectifs et de Moyens relative à la période

2024-26 a fait l'objet d'un travail commun entre les services de la Région et ceux du GIP Genopole et a été présentée à l'assemblée générale du GIP Genopole le 26 juin 2023.

Cette nouvelle convention implique de réviser :

- les orientations et objectifs ainsi que les indicateurs retenus dans la cadre de la convention 2024-26
- les modalités de suivi et d'évaluation de la convention

Cette convention prendra effet au 1^{er} janvier 2024 et couvrira la période jusqu'au au 31 décembre 2026.

La Convention 2024-26, qui définit les orientations, objectifs et indicateurs, est présentée en annexe 1 de la délibération. Le bilan intermédiaire réalisée par le GIP Genopole sur les deux premières années de la COM 2021-23 est présenté en annexe au rapport.

Le bilan d'activités 2022 du GIP Genopole présenté à son assemblée générale du 26 juin 2023 est à la disposition des élus au secrétariat général du conseil régional.

2.2. Modification des statuts de la SEM Genopole

La modification proposée des statuts vise à prendre en compte le changement d'adresse de la SEM Genopole adoptée en conseil d'administration le 11 mai 2023 et assemblée générale du 26 juin 2023. Les statuts actualisés sont présentés en annexe 2.

3. Soutien aux projets des Pépite (Pôle Etudiant Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) franciliens

En finançant depuis plusieurs années les pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (PEPITE), la Région intervient à différents niveaux pour donner la possibilité aux étudiants qui ont obtenu le statut d'étudiant-entrepreneur de concrétiser leur projet en les accompagnant. Depuis 2016, les aides régionales qui couvrent la sensibilisation, la maturation et l'accélération des projets ont bénéficié à 867 projets impliquant plus de 1750 étudiants. Les financements proposés par la Région visent à financer deux dispositifs pour les étudiants entrepreneurs issus des Pépite :

- L'emblématique programme Pépite start'up Île-de-France dont les 5 ans ont récemment été célébrés dans les locaux de la Région Île-de-France
- De nouvelles actions collectives, structurantes pour les 8 Pépite franciliens

3.1. Pépite Start'up Île-de-France

Opéré au sein de Station F par Schoolab en partenariat avec les 8 Pépite franciliens, le programme Pépite Start'up Île-de-France, qui complète l'offre des Pépite franciliens, propose depuis 6 ans, un accompagnement personnalisé à 2 promotions de 40 étudiants entrepreneurs (soit une cinquantaine de projets) par an. Il comprend des ateliers collectifs, des rendez-vous individuels avec des experts et du mentorat.

Depuis 2017, 12 promotions représentant 285 projets et 506 étudiants entrepreneurs ont suivi ce programme. De nombreuses réussites sont issues du programme au point d'en être une référence dans l'écosystème.

Il est proposé de renouveler notre financement à hauteur de **125 000 €** pour l'année 2023/2024.

3.2. Soutien aux projets des PEPITE (Pôle Etudiant Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat) franciliens

Le soutien régional proposé ci-après vise à amplifier la politique de l'entrepreneuriat étudiant en Île-de-France via la structuration du collectif des huit Pépite franciliens afin de :

- Sensibiliser les étudiants à l'entrepreneuriat en Île-de-France
- Faire connaître et orienter les étudiants entrepreneurs vers les structures d'accompagnement et de financement franciliens
- Valoriser les lauréats du prix Pépite Île-de-France auprès de l'écosystème entrepreneurial francilien

Il est proposé d'attribuer **29 000 €** pour ces actions.

4. Prix des Innovateurs 2023

Le Prix des Innovateurs, met à l'honneur trois chercheuses et chercheurs de moins de 45 ans, qui œuvre dans le domaine de la santé, et se sont démarqués par l'excellence scientifique, technologique et innovatrice de leurs travaux de recherche. Chaque prix est composé d'une gratification personnelle au chercheur (une de 10 000€ et deux de 5 000€) ainsi que d'un budget complémentaire (un de 40 000€ et deux de 20 000€) mis à sa disposition pour développer son projet.

Les 20 dossiers éligibles déposés à l'appel à candidatures ouvert du 7 mars au 31 mai 2023, ont été sélectionnés par un jury d'experts présidé par Amanda Silva Brun, nouvelle membre du Conseil Scientifique Régional, qui s'est réuni le 4 juillet 2023. Les trois lauréats proposés par le jury sont les suivants :

- **Annarita Miccio**, directrice de recherche INSERM à l'Institut Imagine

Le prix de 50 000€ récompense son travail sur la régulation du gène de la globine. Annarita Miccio et son équipe ont mis au point un nouveau traitement contre les bêta-hémoglobinopathies, des maladies causées par des mutations affectant l'hémoglobine adulte.

- **Olivier Couture**, directeur de recherche CNRS au sein du Laboratoire d'Imagerie Biomédicale (LIB) de Sorbonne Université

Le prix de 25 000€ met en lumière son travail permettant de réduire les victimes d'AVC grâce à la mise au point d'un appareil d'imagerie portable pour la réalisation d'angiographie du cerveau en urgence, dans l'ambulance. L'innovation a fait l'objet de la création de la startup *Resolve Stroke*.

- **Julien Nicolas**, directeur de recherche CNRS à l'Université Paris-Saclay

Le prix de 25 000€ récompense ses travaux dans le domaine du traitement du cancer avec la mise au point d'un dispositif d'administration des chimiothérapies en sous-cutanée permettant un traitement moins contraignant pour le patient (en ambulatoire) et moins coûteux pour notre système de santé. L'innovation a fait l'objet de la création de la startup *Imescia*.

5. Avenant à la convention SESAME n° EX053201 - SESAME 2020 - GREEN

Par délibération n° CP 2020-520 du 18 novembre 2020, la Région a attribué une subvention d'investissement d'un montant de 180 000 € à la Fondation EPF pour la création d'une plateforme d'étude des problématiques liées à l'entartrage, la corrosion, la formation de biofilms des réseaux d'eau. L'attribution de cette subvention a fait l'objet de la convention n° EX053201.

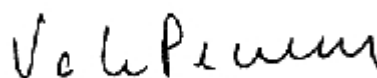
Suite au départ de deux établissements partenaires du projet, la Fondation EPF a demandé une

modification du projet et du plan de financement. L'EPF souhaite maintenant se concentrer sur la compréhension du mode de fonctionnement de traitements innovants des eaux potables et le développement de capteurs suffisamment sensibles et fiables. Il vous est proposé d'amender l'article 1 et l'annexe technique à la convention n° EX053201, par un avenant n°1 présenté en annexe n° 12 à la délibération.

Cette rectification est sans incidence budgétaire.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Bilan intermédiaire de la COM Genopole 2021-23



**BILAN DE LA REALISATION DU PROGRAMME DE LA CONVENTION TRIENNALE
D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2021-2023**

SOMMAIRE

Consolider une dynamique de recherche publique et privée.....	3
Consolider une dynamique d'activités des entreprises.....	7
Rayonnement français et international, politique ad hoc	8
Gouvernance de Genopole	9
Conclusion.....	9

Le GIP Genopole a été créé pour développer et soutenir la recherche en génétique et génomique pour le développement des biotechnologies en France. Il est soutenu par la Région Île-de-France, le ministère en charge de la Recherche, l'intercommunalité Grand Paris Sud et l'AFM-Téléthon, en interaction avec toutes les parties prenantes, membres de l'AG du GIP.

Les objectifs exprimés dans la convention d'objectifs et de moyens 2021-2023 (COM) liant le Conseil Régional d'Île-de-France et Genopole sont de contribuer à consolider la recherche francilienne, d'encourager l'émergence de pôles d'excellence : chercheurs, entrepreneurs, industriels, de renforcer les synergies enseignement supérieur/recherche/entreprises, et de favoriser l'attractivité en termes d'emplois.

La période de réalisation de ce COM est marquée par la crise sanitaire du Covid avec une activité, notamment internationale, fortement impactée et une focalisation augmentée quant aux questions d'apports des biotechnologies en santé.

CONSOLIDER UNE DYNAMIQUE DE RECHERCHE PUBLIQUE ET PRIVEE

Le GIP Genopole n'exerce pas la tutelle des 19 laboratoires implantés sur les cinq campus. Les activités sont donc orientées pour consolider et accompagner une dynamique de recherche publique et privée qui constitue un des deux moteurs du GIP et une force dans ce lien recherche publique et privée. La période 2021-2023 a vu le repositionnement des déterminants de l'animation scientifique du Biocluster par un dialogue co-construit avec les tutelles des laboratoires et leurs directions. Trois axes identifiés sont mobilisés pour dynamiser ces activités de recherche : une politique de développement de plateformes et infrastructures, une politique de soutien et d'animation avec les laboratoires et une politique de gestion des espaces pour les adapter et les maintenir au meilleur niveau de technicité (en coordination avec la SEM Genopole) (cf. : *tableau 1*).

Tableau 1. Synthèse des investissements réalisés par Genopole sur la période 2021-2023 (équipements, soutiens, immobilier)

Opérations en investissements sur la période 2021 à 2023 - en € - (hors biofondérie)

	2021	2022	2023	Total
AO Saturne 2020				0
AO Saturne 2021	514 876	7 769		522 645
AO Saturne 2022		756 626	12 152	768 778
AO Saturne 2023			900 000	900 000
Renouvellement parc spectrométrie	669 698		831 198	1 500 896
Aide aux laboratoires (prog prioritaires)				
Magenta	120 673	733 527		854 200
Welcome bonus ART-TG				0
Welcome bonus Cithera	900	343 879	52 135	396 914
Travaux G1/G2				
Travaux G1 - UMR 8030	58 950	1 154 250	136 196	1 349 396
Travaux G2 - proche Crefix		810 812	1 226 884	2 037 696
Travaux G2 - rdc (gazin)				0
Protopia		10 200	400 000	410 200
Total	1 365 098	3 817 061	3 558 566	8 740 725

La politique de **plateformes mutualisées** concerne **25 dispositifs**. Entre 2021 et 2023, il a été investi : 522645 € en 2021, 768778 € en 2022 et nous planifions 900000 € en 2023. Les faits marquants sont le renouvellement d'une plateforme de spectrométrie de masse (1 500 896 € sur la période 2021-2023). Les plateformes sont exploitées par des laboratoires de recherche ou des entreprises au bénéfice de tous. La mutualisation se mesure par la quantité totale d'interactions dans les usages (*tableau 2*), en hausse en 2021 et 2022. Le réseau de compétences partagées et partageables est très bien identifié par les scientifiques. Comme présenté dans le *tableau 2*, les mutualisations concernent la recherche (privée et publique), mais aussi des activités des entreprises constituant de fait un facteur d'attractivité. La maintenance de ces plateformes est assurée par les

laboratoires ou les entreprises. Cette politique plateformes, l'appel à projet annuel (SATURNE), sont des occasions de dialogue poussé pour le GIP avec les laboratoires. Une réflexion est ouverte pour favoriser l'instruction de développement de plateformes originales confortant davantage l'originalité et la singularité de Genopole pour le soutien à des recherches originales, non faisables ailleurs (par exemple, en cours, le couplage d'un spectromètre de masse avec l'une des lignes de lumière du Synchrotron SOLEIL).

Tableau 2. Caractérisation des usages de mutualisation entre plateformes qu'une entité cliente d'une plateforme compte comme une interaction même si elle utilise plusieurs fois la même plateforme au cours de la même année. Une interaction fructueuse spécifie qu'une demande a abouti à une utilisation de la plateforme

	2021	2022	2023
Interactions totales	213 fructueuses sur 235 demandes, soit 91%	205 fructueuses sur 227, soit 90%	En cours, chiffres non disponibles
interactions inter-plateformes	95%	97%	
interactions avec les laboratoires	89%	93%	
interactions avec les entreprises	91%	86%	

En complément d'une politique de plateformes, Genopole opère directement des infrastructures. Le dispositif CERFE, dédié à l'expérimentation sur animaux (modèle murin), est réalisé au bénéfice des acteurs du biocluster. Genopole, mais a vu augmenter les sollicitations externes¹. Les cadres éthique et sanitaire sont pilotés au plus haut niveau possible. Le chiffre d'affaires est en hausse régulière et l'activité dégage un bénéfice² avec un changement de certaines activités. Dans cette politique d'infrastructures, il a été instruit et décidé, en juin 2022, la création d'un dispositif dédié à la production de protéines par des voies alternatives (biologie de synthèse) et la capacité à démontrer comment ces ingrédients se conjuguent pour faire des aliments ou d'autres produits : **plateforme Protopia qui sera lancée fin 2023**. L'investissement est 1 500 000 € qui doit générer, outre un nouveau service, un revenu à partir de 2024. Un accord cadre existe avec AgroParisTech notamment, dans ce contexte, pour les finalités alimentaires de ces protéines (lien FoodInnLab).

Un autre projet a été lancé en 2022 pour la **création d'une biofonderie**. Ce projet s'inscrit dans un double enjeu : disposer de la capacité de preuve de concept du changement d'échelle (dimension pré-industrielle) et vient en continuité d'une plateforme de bioproduction en fermenteurs existante, couvrant déjà les échelles allant de 350 ml jusqu'à 20 litres et un équipement multi-réacteurs de précision pour le screening plus large de souches (Biolector XT de Beckman Coulter). Ce projet de mini-usine automatisée, incluant bioréaction maîtrisée et les opérations de séparation, purification associées (DSP) s'inscrit dans une coordination et une complémentarité en Île-de-France avec trois autres projets, le tout inscrit dans le DIM Bioconvergence³ soutenu par la Région Île-de-France. La décision finale sera prise fin 2023 pour un investissement estimé à 25 millions d'euros.

La **politique d'animation scientifique et de soutien des laboratoires** s'est réalisée au travers de bourses de niveau M2 : 16 bourses entre 2021 et 2023, 7 bourses post-doctorales dont une partie en croissance (9 dossiers en 2023) dans le cadre d'un programme européen CoFund : Apogeebio, porté par le GIP. La subvention Europe est de 1 765 440€ et la part Genopole de

¹ 8 entités utilisatrices en 2021 (4 publiques et 4 privées), dont les entités académiques : Institut des cellules souches I-Stem/CECS (arrivée en juin 2021), Institut Curie, Centre de Recherche sur l'Inflammation Bichat (UMR 1149 Inserm) et Centre de recherche en myologie (Pitié Salpêtrière) UMR S 974 et des entités privées : Généthon (6 équipes), Stallergènes, Enterome et Xentech. En 2022 : 11 entités utilisatrices (dont l'arrivée de l'équipe ATIP-Avenir-Cell Therapy Inserm U1015 Gustave Roussy et ART-TG Inserm US35).

Et AB Science comme nouveau client privé

² Le chiffre d'affaires du CERFE a réalisé une augmentation de 21,5 % entre 2020 (1,96 M€ HT) et 2021 (2,38 M€ HT) et de 6,6 % entre 2021 et 2022 (2,54 M€ HT). Ainsi en 2022, le bénéfice d'exploitation est de + 0,649 M€. Les résultats du 1er trimestre 2023 laissent quant à eux présumer d'un CA 2023 supérieur ou égal à CA 2022. Le volume d'activité du CERFE en termes d'effectifs en animaux est constant depuis 2020. L'augmentation du CA en 2022 par rapport à 2021 s'explique par des travaux les espaces confinés du CERFE.

³ <https://bioconvs.org>

1 765 440 € également. La durée du projet est de 5 ans pour un démarrage en 2021. Des bourses de doctorants ont été attribuées pour des séjours internationaux. 3 aides à l'installation de nouveaux chercheurs d'au moins 250 000 € chacune ont été attribuées depuis 2021 (ATIGEs). En complément des 2 écoles d'été (en génomique), deux hackathons⁴ (à l'interface digital et génomique) sont financés par Genopole. Une école d'été autour du digital est en instruction. Genopole a également soutenu ou organisé des colloques intéressant les laboratoires dont 2 conférences sur site sur les thérapies combinatoires en 2022 et en 2023 (microbiote, en particulier).

Dans l'optique d'une redynamisation de l'animation scientifique du biocluster, en concertation avec les tutelles des laboratoires, Genopole a piloté en 2022 une série de réunions qui ont permis de repositionner trois défis devant être couverts par cette animation scientifique :

1. Participer à l'émergence de la Médecine du futur : biothérapies et bioproduction de thérapies innovantes ;
2. Développer une approche globale des (éco)systèmes vivants complexes au bénéfice des biotechnologies industrielles et de la santé ;
3. Satisfaire les besoins en gestion intelligente de données et préserver le capital informationnel ouvert par la méta-omique.

Ce qui est notable est l'émergence claire d'un axe portant sur des finalités de secteurs de l'environnement et de la bioéconomie. En 2023, une animation dédiée est mise en place avec un conseil scientifique des laboratoires installé et plusieurs axes de prospective identifiés à investir.

Parmi ces axes, la question du lien génomique et numérique est à reposer. L'Assemblée générale de Genopole a validé le principe d'un livre blanc dédié avant de relancer un projet de génomique numérique. Dans les enjeux du COM 2021-2023, la création d'un institut de Génomique Numérique était posée. Il a été instruit :

- La réalisation d'une étude portant sur la structuration d'un écosystème en génomique numérique à l'échelle de Paris-Saclay et la conception d'un modèle d'institut de type privé-public sur Evry-Courcouronnes – production d'un business plan avec projections financières ;
- La demande de financement auprès de BPI France dans le cadre de l'appel à projet « Accompagnement et Transformation des filières Mutualisation de moyens au service des filières et plateformes numériques » ;
- Le dépôt d'un projet visant à développer une filière de la donnée autour de l'écosystème microbien afin de créer de nouvelles solutions biotechnologiques pour synthétiser de façon durable des composés à forte valeur ajoutée. La candidature a été retenue pour un montant d'aide de 810 k€ mais la phase de mise en œuvre non enclenchée ;
- Lien Génomique Numérique et Santé Globale – la participation (en cours) à la soumission de l'Objet Interdisciplinaire Meta Health porté notamment par Franck Delaplace (IBISC, UEVE) et Claire Rogel-Gaillard (DGA, GS Biosphera) + rôle actif dans l'enjeu société « One Health » au sein du pôle Systematic.

Cette question doit être redéfinie en 2023 et les suites concernent aussi un budget CPER qui avait été orienté dans ce sens. Dans le cadre de la présidence française de l'Union Européenne (PFUE), un colloque a été co-organisé avec ScanBalt sur les données de santé, et plus particulièrement la génomique numérique, le 8 juin 2022⁵. Le projet européen Gene.ra (terminé en septembre 2022), portait également sur la génomique numérique. GEN.ERA a été le premier projet européen coordonné par Genopole, il a permis tout d'abord d'étendre notre réseau de collaborations avec d'autres bioclusters dans des régions européennes d'intérêt, nous avons mis en place les actions suivantes :

- Analyse de marché approfondi dans le secteur de la génomique numérique sur 5 marchés d'intérêt : Inde, Singapour, Chine, Japon, USA, qui a été partagée ensuite avec les sociétés ;

⁴ Le principe des hackathons D4GEN est original en ce que les sujets sont apportés par des chercheurs ou des étudiants, des bases de données sont identifiées et les équipes sont composites de chercheurs et d'étudiants. Du premier Hackathon, il est résulté des coopérations de recherche entre équipe et l'émergence de nouveaux sujets.

⁵ 300 participants et Genopole labellisé par la présidence française de l'UE à cette occasion.

- Évènement d'internationalisation réunissant plus de 100 participants à Genopole, restitution des analyses marché sur les 5 pays cibles ;
- Évènement matchmaking entre les entreprises des clusters partenaires ;
- 3 webinaires dédiés aux marchés ;
- Identification, et mise en relation avec des partenaires dans les pays cibles (SG Innovate, A*star, Jetro) ;
- Création d'un partenariat approfondi dans le domaine de l'internationalisation des clusters avec Scanbalt, ECCP et CEBR.

Une action d'animation et de dynamisation de la recherche portée par Genopole concerne le lien entre les laboratoires et l'hôpital (CHSF, mais de fait une extension depuis 2021 aux hôpitaux du Groupement Hospitalier de Territoire Île-de-France Sud : CH Arpajon et Dourdan/Étampes). Genopole soutient fortement le développement d'un axe sur la drépanocytose et, d'une manière générale, l'émergence de services hospitaliers universitaires (deux actuellement, la cible est à six). Mais pour dynamiser au niveau des acteurs de terrain de l'hôpital, un appel à manifestation d'intérêt est piloté annuellement et se concrétise par une petite dizaine de projets soutenus par an. Certains débouchent sur des installations de start-ups, d'autres sur des outils digitaux au service des pratiques hospitalières. Ainsi, depuis 2021, 33 idées ont été activées, donnant lieu à 1 brevet, 4 publications, 1 essai clinique, 2 projets d'entreprises, 17 prototypes élaborés et 23 stages/projets d'études.

Les laboratoires de recherche sont en demande de compétences et Genopole a pu remonter des besoins. Ainsi, la proposition de développement d'une nouvelle formation dans la gestion de données en lien avec les *Graduate Schools* "Life sciences and Health" et "Informatique et Sciences du numérique" de l'UPSaclay pour contribuer aux métiers de demain est initiée. En avril 2023, Genopole, en lien avec Grand Paris Sud et l'association ESSI (Evry-Sénart Science et Innovation) a organisé le premier regroupement entreprises/organismes de formation dans le champ des Biotechnologies (Forum Entreprises Santé/biotech) qui a connu un vif succès.

Enfin, Genopole suit et pilote avec la SEM Genopole une politique quant aux locaux où se réalisent les recherches. Les faits marquants entre 2021 et 2023 concernent l'installation de CiTHERA et l'évolution des locaux du Genoscope permettant, d'une part de favoriser l'accueil et le regroupement d'équipes et d'une nouvelle activité en biologie synthétique (lien avec une aide ATIGE) et l'implantation d'activité en génomique environnementale. En termes d'évolution des locaux G1 UMR 8030, 1 330 196 € entre 2021 et 2023, et G2 - proche CReFIX, 2 037 696 € entre 2022 et 2023, 279 000 sur le niveau rdc sont prévus en 2024.

Au bilan, l'activité d'animation scientifique a été en partie refondée depuis 2021, il se poursuit un accompagnement solide et original des activités des laboratoires de recherche. Il émerge un thème nouveau sur le lien génomique et environnement, ainsi qu'une activité croissante de Genopole autour de la Bioproduction, qu'elle soit à finalité thérapeutique (laboratoire Généthron, CiTHERA, intégrateur Inserm ART-TG, start-ups en bioproduction -ByoRNA, Quantoom, ...- partenariat WhiteLab Genomics-ART-TG, une partie du projet Genother) ou de bioéconomie. Dans ce cadre, Genopole a soutenu et est co-fondateur de France Biolead, conforte ses liens avec des pôles de compétitivité : Medicen, B4C⁶ et Vitagora, soutient significativement le congrès annuel France Bioproduction. Dans le cadre des activités européennes, un accent significatif est mis dans ce sens avec la participation au conseil européen des Bio-régions (CEBR), au portage d'un projet européen dédié (COBIOE), et Genopole soutient l'initiative iGEM qui est maintenant en place en France. Genopole a participé en février 2022 aux Assises interrégionales de bioéconomie. Genopole souhaite également être partie prenante sur le projet PIIEC santé (centré sur la bioproduction), en collaboration avec EIT Health, pour faciliter les partenariats européens. Il s'agit là d'un projet structurant de portée européenne dans le domaine de la bioproduction de médicaments et de thérapies.

⁶ Le pôle français de bioéconomie B4C est le catalyseur de l'innovation biosourcée. Il compte plus de 450 membres impliqués dans la production et la valorisation des ressources renouvelables à des fins alimentaires, industrielles et énergétiques. Genopole est un partenaire privilégié de B4C : au-delà d'échanges réguliers, Genopole participe à Bioket et aux 24h de B4C, pour renforcer les actions communes consacrées aux solutions et aux procédés biosourcés, qui permettent de relever les défis technologiques, économiques et environnementaux de la bioéconomie.

CONSOLIDER UNE DYNAMIQUE D'ACTIVITES DES ENTREPRISES

Pour Genopole, il y a plusieurs enjeux vis-à-vis des entreprises. D'une part, **il s'agit d'installer une activité économique et industrielle, pérenne, de stabiliser des activités, aider, accompagner les entrepreneurs associés.** D'autre part, un rôle de Genopole est de **faire émerger et développer des projets** et conséquence comme prérequis, il faut construire une expertise filière par filière qui doit aider à la fois les acteurs de Genopole, entreprises et laboratoires, mais aussi guider des orientations dans la gouvernance de Genopole. Le cadre France 2030, les priorités associées sont apparues dans la période de réalisation du COM et on y voit émerger de nouveaux enjeux.

Le premier élément fort de cette synthèse est lié au développement autour de plusieurs filières. Historiquement, et cela reste important, un grand nombre d'entreprises et de projets génopolitains sont consacrés à la filière médecine et santé. Les thérapies, notamment les biothérapies, sont portées par plusieurs entreprises (31 en 2022). Mais cela inclut des finalités de diagnostic, de traitement de données pour des analyses précoces, la production de composés issus de biotechnologies et des voies thérapeutiques géniques ou cellulaires. Depuis 2021, une croissance importante s'est faite jour avec 26 entreprises (en 2022) dans le champ des filières de bioéconomie. Le spectre est large, mais toutes ces entreprises ont en commun de travailler sur les sciences du vivant et de mettre en œuvre des biotechnologies. Quatre entreprises (chiffre 2022) sont dédiées majoritairement à la filière génomique numérique. L'ensemble compose une identité de Genopole qui tend vers un équilibre d'activité toujours partant du génome, des sciences du vivant et construisant des activités par les biotechnologies vers des filières très variées. En 2022, Genopole abrite 48 entreprises physiquement présentes, une vingtaine de plus étant en forte connexion, mais implantées hors site.

L'accompagnement apporté par Genopole et l'activité en propre des entreprises ont permis de lever en 2022 plus de 36 M€, et via des actions BPI, 14M€. L'effectif des emplois directs est autour de 2500 personnes (1500 pour les entreprises et plus de 800 pour les laboratoires), plutôt en croissance avec des incréments significatifs prévus dans les trois années à venir (Yposkesi, Sebia, Abolis, ...).

Les évolutions majeures et la nature des accompagnements ces trois dernières années mettent en valeur : des besoins croissants de surfaces, notamment à finalité technologique, qui accompagnent la croissance des entreprises ; cette partie est prise en main par la SEM Genopole. Genopole pilote ces besoins, nettement en hausse post-covid d'accompagnement à l'international, soit en représentant des entreprises dans des congrès, salons, internationaux, déplacements, soit en les entraînant dans ces mêmes occasions. La motivation pour des marchés internationaux est liée, soit à des réglementations, soit à la réalité mondiale de certaines finalités (diagnostic, thérapies), soit à des opportunités envisagées vers de nouveaux marchés. Cette internationalisation passe aussi par l'implantation d'entreprises étrangères⁷ ou le rachat par des acteurs mondiaux de premier plan d'activités sur Genopole, ce qui de fait implante ces acteurs, de fait, à Genopole. Aujourd'hui, la capacité d'accueil ou de développement d'entreprises est fortement limitée par la disponibilité de nouvelles surfaces. 2025 verra ce verrou se lever. Mais les sollicitations restent nombreuses et un intérêt important subsiste pour l'implantation de nouvelles activités. Un club des entrepreneurs réunit les entreprises de Genopole.

Une partie des entreprises installées en 2022, voire début 2023, sont issues des dispositifs qui accompagnent l'émergence de nouvelles entreprises. Deux dispositifs ont fonctionné de manière très satisfaisante ces trois dernières années.

L'émergence d'un projet n'est valable que si on sait démontrer une preuve de concept et orienter un marché primaire de positionnement. Le dispositif Shaker recrute tous les ans des projets non encore installés en tant qu'entreprise. : 9 projets en 2021, 12 projets en 2022, et, à mi-parcours de l'année 2023, déjà 5 projets. 70 % d'entre eux ont été convertis en une création d'entreprise. Toutes les filières sont concernées, parfois il se met en place des partenariats avec d'autres incubateurs. Genopole apporte à chaque projet, une fois sélectionné : des moyens mis à disposition au plan expérimental, y compris un budget de fonctionnement (5000€), l'accès à toutes les plateformes mutualisées, un mentoring gratuit et un double accompagnement scientifique et business. Il y a de

⁷ Univercells (Belgique) qui rachète Synhelix (s'appelle maintenant Quantoom Biosciences) ; Altar qui est rachetée par le leader mondial de la biologie de synthèse, Ginkgo Bioworks USA.

plus en plus de candidatures et la limite réside dans les surfaces d'accueil. Certains de ces projets arrivent spontanément, d'autres sont sourcés par contact avec les écoles, universités et laboratoires.

Une fois une entreprise créée, Genopole a redéfini et mis en place, en juin 2021, une fonction d'accélération. Un processus de sélection identifie des projets (parfois issus de Shaker), ensuite un accompagnement est défini. Des packs spécifiques dédiés ont été développés pour s'adapter aux besoins des projets (communication, levée de fonds, liens aux grands comptes, marchés). Un prêt de 20 000 euros est octroyé pour aider à initier des premières levées de fonds⁸. Entre 2021 et 2023, sur la base de cette compétence un projet a été mis en place en 2023 : il s'agit d'un co-incubateur l'Oréal-Genopole au sein duquel s'applique la synergie entre forces et savoir-faire des deux partenaires. Cette démarche montre une attractivité du modèle avec 91 candidatures pour deux à trois sélectionnées. Pour Gene.iO, 14 projets sont actifs depuis 2021, 87,5 % des entreprises s'installent en Île-de-France. La première promotion a permis de lever 9M€ pour Nutropy, Phagos, Ever Dye, STH Biotech.

Afin d'aider au développement de ces projets d'entreprises, comme pour les entreprises matures installées, l'évènement Partnering Week a été créé⁹. Le principe est la participation élevée entre start-ups, industrie et investisseurs et démontre que le réseau est bien construit – en cohérence avec les packs d'accompagnement. Une coordination existe avec IncubAlliance et d'autres incubateurs de l'environnement de Genopole.

Ces entreprises peuvent s'installer sur Genopole, ce qui demande une gestion des surfaces, des moyens, une activité coordonnée avec la SEM Genopole, et à défaut savoir trouver en Île-de-France des conditions de développement (et parfois hors Île-de-France).

En synthèse, Genopole a développé et donc dispose d'un certain nombre de forces pour les projets d'entreprises : des locaux, une technicité originale et reconnue de ces locaux, une approche sur mesure pour désigner les locaux concernés, un environnement scientifique fort, des approches business, la connaissance des marchés à l'échelle mondiale, les plateformes mutualisées et une offre de programmes d'accompagnement. Il y a certainement des opportunités à enrichir l'écosystème de ces entreprises et on constate une faiblesse ponctuelle dans la possible saturation des locaux avant 2025. La diversité des secteurs concernés par les entreprises augmente.

La mobilisation des moyens de fonctionnement dont dispose Genopole a permis d'orienter vers ces activités des sommes significatives.

RAYONNEMENT FRANÇAIS ET INTERNATIONAL, POLITIQUE AD HOC

Le pilotage de la place de Genopole, sa notoriété, au bénéfice de ses composantes se réalise de manière variée et complémentaire. Au plan international, **ces trois dernières années, l'initiation de la participation et du portage de projets européens a été instruite et réalisée**. Le premier projet, porté Gen.era, a apporté une visibilité européenne que Genopole n'avait pas, et des liens avec des marchés internationaux prioritaires, même si sa réalisation a été difficile dans un contexte Covid. Ce projet a sans doute été facilité par la présence de Genopole au board et le pilotage du groupe de travail sur l'internationalisation de CEBR. Dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, en lien avec ScanBalt, Genopole a contribué à la filière prioritaire génomique numérique. En lien avec l'université Européenne de l'université Paris-Saclay EUGLOH, Genopole a apporté ses compétences en entrepreneuriat. La conduite de trois programmes portés par Genopole a été couronnée de succès : ApogeeBio (sept 2022) : 1,765 M€ sur 5 ans, Gene.ra (sept 2020) : 200 K€, COBIOE (mars 2023) : 550 K€. Plusieurs programmes européens sont en cours de dépôt, démontrant que Genopole s'est bien inséré dans les réseaux pertinents et est devenu un acteur visible. Cette visibilité européenne s'enrichit, sur l'Europe, mais aussi à l'échelle mondiale, de tout le

⁸ Pour 2020, programme Booster : 6 sociétés (Greenwell – Céaritis – Fabmid-Adlin Science – Cell Environment – Core Biogenesis)

Pour 2021, programme Gene.iO : 8 sociétés (Deeptope – Ever Dye – Floating Genes – Nutropy – Phagos – SafeInsight – STH Biotech – Ciclix)

Pour 2022, programme Gene.iO : 6 sociétés (Cgenetix – ByorNa – DNTech – Kyron.Bio – Quibiotic – The Very Food Company)

⁹ 42 startups, 40 groupes, 47 investisseurs et mini 205 rdv B2B

travail, soit de présence dans des congrès, salons internationaux (BioUS, BioJapan, BioEurope Spring/Autumn, Bioket, Arab Health, Biotech Showcase US, Pharma Partnering Summit Allemagne, SynBioBeta USA, RESI US (conférence investisseurs), CPHI, Medica), soit dans une analyse mettant en avant des clusters stratégiques et la réalisation de connexions durables, voire stratégique avec eux. Les cibles sont : le cluster Kawasaki au Japon, cluster majeur dans un grand pays des biotechnologies (thérapies innovantes), le Research Triangle Park aux USA, avec lequel nous continuons à développer la relation de partenariat avec une visite de sociétés américaine sur le biocluster Genopole, et une seconde mission exploratoire prévue en 2024. L'Agence pour l'innovation de Singapour, Génome Québec, le biocluster Mind à Milan et Sidi Tahbeet Tunisie sont également étroitement suivis. Des contacts ont été engagés et se poursuivent avec FioCruz au Brésil. A l'échelle européenne, Genopole est maintenant partenaire des deux EIT Health et Food.

Au cours de l'année 2022, Genopole a organisé en partenariat avec l'INRAE, plus précisément, avec Joël Doré (Directeur 1ère classe INRAE), un colloque sur le microbiote qui a rassemblé la communauté scientifique génopolitaine : Enterome, Luxia Scientific et Abolis et, au-delà de notre écosystème, avec l'intervention de Danone Nutricia Research, Maat-Pharma et Biofortis. L'objectif de ce colloque était triple : impliquer majoritairement des entités du biocluster et ainsi créer de la synergie ; mettre en avant leurs recherches et leurs innovations ; promouvoir l'excellence du biocluster.

La mission de Genopole est de faire la jonction entre les jeunes sociétés de biotechnologies accompagnées et son réseau d'investisseurs et de grands groupes, mettre en lumière l'inventivité de ces jeunes pousses, attirer l'attention des acteurs industriels et déclencher le soutien financier, l'accord commercial qui donnera le coup d'accélérateur décisif à leur croissance. L'événement Partnering Week qui s'est déroulé du 26 au 30 septembre 2022 en est une illustration : une semaine intense de rendez-vous et de valorisation des pépites génopolitaines. Au bilan : 165 BtoB entre 42 startups, 47 investisseurs et 40 grands groupes.

Les réseaux sociaux sont les canaux incontournables de la notoriété et sont menés spécifiquement pour valoriser certains appels à projets et les événements organisés par Genopole et ses partenaires. En conséquence, l'animation de la communauté virtuelle donne une visibilité optimale à Genopole avec des résultats en constante évolution. Pour exemple, le réseau Twitter de plus de 6 200 suiveurs, réseau de référence de Genopole auprès de la communauté Biotech, s'est développé auprès des acteurs internationaux grâce à la rédaction de plus de 80% des posts en anglais. Avec près de 16 200 suiveurs, le réseau B2B LinkedIn de Genopole est très développé et est en constante évolution avec 21% de nouveaux suiveurs. Utilisé pour asseoir le positionnement de Genopole et faire connaître ses activités auprès de ses différentes cibles, LinkedIn a été également utilisé pour toutes les campagnes de promotion des appels à projets Genopole (Shaker, Gene.iO, ATIGes, ApoGeebio, bourses biomédicales, ...).

GOVERNANCE DE GENOPOLE

Pour mettre en cohérence toutes ces activités, il a été nécessaire de repositionner la gouvernance de Genopole (qui a vu quatre directeurs en un peu plus de quatre ans) et en lien avec l'analyse proposée par EY en 2019, une cohérence de fonctionnement a été assurée avec la SEM Genopole. 2023 verra un repositionnement de la gouvernance visant, d'une part à maximiser la synergie entre les laboratoires (animation et prospective) et les entreprises, et d'autre part à favoriser le développement des entreprises implantées sur le biocluster. Les actions engagées visent un fort développement à accompagner à horizon 2025 avec jusqu'à 30 000 m² nouveaux à investir, inscrits dans une dynamique partenariale public/privé.

CONCLUSION

Le bilan du GIP Genopole met en avant la consolidation d'actions d'intérêt général au bénéfice de laboratoires publics de recherche et de l'innovation portées, soit par des entrepreneurs, soit issues d'activités des laboratoires ou de l'hôpital (CHSF). Les locaux, les équipements mutualisés se sont développés, restant au meilleur niveau et l'activité induite démontre un excellent positionnement scientifique et d'innovation. Le lien entre recherche publique et privée apparaît solide et devra être consolidé dans le futur. La poursuite d'actions de soutien des activités scientifiques apparaît

essentielle dans un contexte où les Biotechnologies se développent en de nombreux sites, notamment à l'étranger. L'incubation de projets s'est déroulée avec des dispositifs qui ont été adaptés, qui sont originaux et attirent des grands groupes comme des porteurs de projets en bioéconomie et en santé. Le portage de programme européens est effectif et Genopole s'est positionné dans des réseaux internationaux pertinents, notamment autour de la Bioproduction. Le constat montre que l'accompagnement des entreprises en place doit se redéfinir et que leur demande vers la croissance est forte. Le GIP aura à inventer dans le futur des dispositifs adaptés. La notoriété est croissante pour Genopole et le repositionnement de gouvernance, d'orientation stratégique sont lisibles et reconnues. Les liens confortés avec l'écosystème universitaire, dont l'université Paris-Saclay, sont porteurs d'actions futures ouvrant le champ pour Genopole d'un territoire plus large en Île-de-France.

Liste des annexes

Annexe 1 : Effectifs du GIP Genopole sur la période 2021- 2023

Annexe 1

Effectifs du GIP Genopole sur la période 2021- 2023

	2021		2022		Prévisionnel 2023	
	ETPT sous-plafond	ETPT Hors-Plafond	ETPT sous-plafond	ETPT Hors-Plafond	ETPT sous-plafond	ETPT Hors-Plafond
	41,90	2,75	45,09	3,54	42,79	4,25
TOTAL ETPT	44,65		48,63		47,04	

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 21 SEPTEMBRE 2023

POLITIQUE DE SOUTIEN À L'ENTREPRENEURIAT ÉTUDIANT - PRIX DES INNOVATEURS 2023 - GENOPOLE

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la loi n° 2021-1017 du 02 août 2021 relative à la bioéthique ;

VU la délibération n° CR 65-01 du 13 décembre 2001 modifiée portant création du Genopole ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 portant adoption de la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche 2011-2016 ;

VU la délibération n° CR 39-13 du 26 septembre 2013 par laquelle la Région a approuvé les nouveaux statuts du GIP Genopole ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant approbation de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017, relative aux actions en faveur du développement économique et son règlement d'intervention « Prix » modifié par la délibération n°CP 2018-483 du 17 octobre 2018,

VU la délibération n° CR 2017-141 du 6 juillet 2017 « mise en œuvre de la stratégie #leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce » ;

VU la délibération CP 2017-446 du 20 septembre 2017 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat étudiant modifiée par la délibération, n°CP 2020-472.

VU la délibération n° CP 2019-383 du 18 septembre 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 02 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021 modifiée portant désignation et remplacement

des représentants du conseil régional dans divers organismes

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 portant révision de la charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2021-034 du 21 juillet 2021 modifiée portant désignation et remplacement des représentants du conseil régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-410 du 19 novembre 2021 relative notamment à l'augmentation de capital de la SEM Genopole et à la modification de ses statuts

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 portant Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Île-de-France 2022-2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-067 du 09 novembre 2022 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2023-2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n°CP2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-338 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : seconde partie de la dotation régionale 2023 en fonctionnement au GIP Genopole

Décide d'attribuer la seconde partie de la contribution régionale 2023 au fonctionnement du GIP Genopole d'un montant de **1 095 208 €**

Affecte une autorisation d'engagement de **1 095 208 €**, disponible sur le chapitre budgétaire 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700107 « Projets d'innovation et de transfert de technologies », du budget 2023.

Article 2 : approbation de la convention triennale 2024-26 d'objectifs et de moyens entre la Région et le GIP Genopole

Approuve la convention d'objectifs et de moyens triennale 2024-26 jointe en annexe 1 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Article 3 : modification des statuts de la SEM Genopole

Approuve la modification des statuts portant sur l'adresse de la SEM Genopole et par voie de conséquence les statuts figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 4 : prix des Innovateurs 2023 et subventions R&D

Décide de verser une aide directe de **10 000€** et deux aides directes de **5 000€** aux lauréats, dont la liste figure en annexe 3 de la présente délibération dans le cadre du dispositif cadre n°CR 2017-101 « prix », modifié par délibération n° CP 2018-483 du 17 octobre 2018.

Décide de verser une subvention de **40 000€** et deux subventions de **20 000€** aux établissements de rattachement dont la liste figure en annexe 6 à 8 de la présente délibération dans le cadre du dispositif cadre n°CR 2017-101 modifié par délibération n°CP 2021-276 du 22 juillet 2021 selon le règlement d'intervention « soutien de la Région aux grands projets de R&D ».

Subordonne le versement des dotations et subventions à la signature de conventions conformes aux conventions en annexe 4 et 5, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 20 000 € prélevée sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700107 « Projet d'Innovation et de transfert de technologies » du budget 2023.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 80 000 €, prélevée sur le chapitre 906 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700104 « Projets d'innovation et de transfert de technologies » du budget 2023.

Article 5 : programme Pépite Start'up Île-de-France

Décide de financer, dans le cadre du dispositif de « soutien aux lieux d'innovation », le projet « PEPITE Start'up Île-de-France » détaillé en annexe 9 à la délibération par l'attribution à Hexagone SAS (Schoolab) d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **125 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec Hexagone SAS de la convention en annexe 10 et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte pour ce faire une autorisation d'engagement de 125 000 € sur le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700107 « Projets d'innovation et de transfert de technologies » du budget 2023.

Article 6 : projets collectifs des Pépite franciliens

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », les actions d'accompagnement des Pépite d'Île-de-France porté par la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE) dont la description figure en annexe 11 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **29 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE) d'une convention conforme à la convention type objet de la délibération n° CP 2017-446 modifiée et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention visée à compter du 1er mai 2023 par dérogation à l'article 29 de l'annexe 1 à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 susvisée.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 29 000 €, prélevée sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », Programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et l'innovation », action 16700107 « Projets d'innovation et de transfert de technologies » du budget 2023.

Article 7 : Avenant n°1 à la convention n° EX053201

Approuve l'avenant n°1 à la convention n° EX053201, tel que présenté en annexe 12 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 - Convention COM Genopole 2024-2026

**CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
ENTRE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE ET LE GIP GENOPOLE
RELATIVE A LA PERIODE 2024-26**

La Région d'Ile-de-France

sise 2, rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
habilitée par la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023
ci-après dénommée la **Région**

d'une part,

et

Le Groupement d'Intérêt Public, **GIP Genopole**
SIRET n° 189 100 142 00018 APE 731Z
sis au 5, rue Henri Desbruères – 91030 EVRY Cedex
représenté par son Directeur général, **Monsieur Gilles TRYSTRAM**,
ci-après désigné **le GIP**

d'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Après avoir rappelé :

Par délibération n° CP 2020-492 du 18 novembre 2020, la Région a adopté la convention d'objectifs et de moyens 2021-23 fixant le contenu et les modalités de collaboration entre la Région et le GIP et qui permet au GIP de bénéficier d'une perspective pluriannuelle sur ses ressources de fonctionnement et précise notamment les mesures, actions et modalités de suivi de l'atteinte des objectifs retenus par la convention.

La convention initiale a été complétée par un avenant précisant une liste d'indicateurs associés aux actions retenues par la convention initiale (CP 2021-065 du 21 janvier 2021) ainsi que par l'ajout par avenant de deux articles additionnels, l'un relatif aux obligations en matière de prévention de la corruption et du contrôle de probité, l'autre relatif aux obligations relatives à la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel (CP 2023-015 du 25 janvier 2023)

Pour le GIP

Genopole a vu le jour grâce à la volonté de l'État, de la Région Île-de-France, du Département de l'Essonne et de l'Association Française contre les Myopathies (AFM) en 1998, sous la forme d'une association 1901. En 2002, l'association a laissé la place d'une part à un GIP, consacré à la recherche en génétique et génomique et au développement des biotechnologies en France et d'autre part à une SEM chargée d'assurer la gestion et l'aménagement de programmes immobiliers destinés aux entreprises et start-up installés à Évry-Courcouronnes/Corbeil Essonne. A ceci vient s'ajouter une pépinière Genopole gérée par la CCIE.

Étant donné ses missions, Genopole se situe au cœur du dispositif régional du soutien à la recherche et au développement dans les domaines de la génétique, des biotechnologies et de la bioéconomie.

Pour l'ensemble de ses activités, Genopole est en interaction avec toutes les parties prenantes de ce programme : les organismes de recherche, les universités et les écoles de l'enseignement supérieur et d'ingénieurs, les pôles de compétitivité, le Centre Hospitalier Sud Francilien, les entreprises ou encore les organismes partenaires et financeurs du Genopole, au premier lieu desquels figure la Région, ceci notamment dans le cadre de la convention d'association entre Genopole et l'Université Paris-Saclay qu'il est prévu de signer à l'automne 2023.

Pour la Région Ile de France

Le soutien constant de la Région à Genopole s'inscrit dans le cadre des priorités et grandes orientations de la Région Île-de-France en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation définies dans son Schéma régional de l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation (SRESRI) visant notamment à :

- contribuer à consolider la recherche francilienne et mettre ses atouts en valeur pour le développement économique de la région et son rayonnement international,
- encourager l'émergence de pôles d'excellence où se côtoient chercheurs, industriels et créateurs d'entreprises innovantes à fort potentiel de développement dans des domaines stratégiques pour le renouvellement du tissu économique francilien,
- renforcer les synergies enseignement/recherche/entreprises, favoriser l'attractivité en termes d'emplois.

Dans le cadre du soutien constant et renouvelé depuis le début à Genopole, notamment sous forme de dotations annuelles de fonctionnement et de subventions d'investissement, l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens 2021-23 a permis d'initier une nouvelle étape dans les relations entre la Région et Genopole en inscrivant les actions et le développement du GIP dans une perspective pluriannuelle, avec une meilleure lisibilité des besoins et de l'utilisation des ressources mises à disposition au GIP pour son développement.

Fort de la dynamique engagée, et des premiers résultats obtenus (synthèse intermédiaire de la convention 2021-23 en annexe), les parties ont décidé d'un commun accord de conclure une nouvelle convention sur la période 2024-2026.

Article 1 : Objet de la présente convention

La mise en place de cette seconde convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le GIP s'inscrit dans la continuité de la précédente convention et l'objectif de renforcement des relations entre la Région et le GIP dans une logique de responsabilisation mutuelle inscrite dans une perspective à moyen et long terme.

La présente convention précise :

- les objectifs définis en commun par le GIP et la Région sur la période.
- l'engagement du GIP à réaliser ces objectifs et à organiser un débat définissant un plan d'actions annuel dont les résultats seront analysés conjointement.
- les conditions de suivi et d'évaluation des engagements par les indicateurs cités en annexe.

- l'engagement de la Région à donner une nouvelle perspective triennale au GIP sur le soutien de la Région en termes de dotation en fonctionnement sur la période.

Article 2 : la construction de la convention d'objectifs et de moyens 2024-26

Les orientations stratégiques arrêtées dans la convention d'objectifs et de moyens 2024-26 s'inscrivent dans la continuité des axes stratégiques retenus par la convention d'objectifs et de moyens 2021-23, avec des aménagements et compléments issus d'une démarche de construction collective menée par le GIP et la Région, pour tenir compte, d'une part des enseignements de la précédente convention, d'autre part des évolutions dans le contexte, l'environnement et la stratégie du pôle à un moment où Genopole évolue en profondeur dans ses structures, son organisation, son modèle économique et sa gouvernance.

- orientation 1 : soutenir l'excellence scientifique du pôle
- orientation 2 : améliorer les conditions de valorisation économique par l'incubation de projets
- orientation 3 : dynamiser l'économie et l'industrialisation des filières
- orientation 4 : renforcer la visibilité et le pilotage

Chacune de ces 4 orientations est associée à des objectifs, eux même associés à un ou plusieurs indicateurs de suivi.

Article 3 : Engagement du GIP Genopole

3.1 Mobilisation des ressources et moyens pour la réalisation des objectifs sur la période

Le GIP s'engage à mettre en œuvre les ressources et moyens nécessaires pour la réalisation des objectifs définis ainsi que pour le recueil et suivi des indicateurs retenus.

3.2 Définition et mise en place d'un plan d'actions annuel de travail

Le GIP s'engage à mettre en œuvre un programme annuel de travail défini d'un commun accord avec la Région afin de répondre aux objectifs retenus dans la présente convention.

3.3 Obligations d'information et d'accès aux documents

Le GIP s'engage à :

- répondre à toute demande d'information et de documents relative au suivi des différents objectifs et indicateurs ;
- à échéances fixées, fournir informations et analyses relatives au suivi des objectifs et indicateurs dont la liste figure en annexe.

3.4 Engagement du GIP en matière de respect des règles déontologiques et les principes de bioéthique

Le GIP s'engage à respecter les lois et réglementations en vigueur. Il s'engage en particulier à appeler les organismes de recherche labélisés par le GIP au respect des règles déontologiques régissant leurs secteurs d'activités et les principes de bioéthique, tels qu'issus notamment de la loi n° 21-8141017 du 02 août 2021 relative à la bioéthique.

3.5 Obligations en matière d'éthique

Le GIP s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. L'Assemblée Générale du GIP en date du 26 juin 2023 a adopté en ce sens une charte contre la corruption.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

Article 4 : Engagement de la Région

La Région s'engage sur la période à répondre aux demandes de dotation de fonctionnement du GIP selon le calendrier et les montants maximum figurant dans le tableau ci-dessous, sous réserve du vote des crédits par l'assemblée délibérante et dans la limite de leurs disponibilités. Le montant prévisionnel annuel prévu en dotation de fonctionnement pourra être révisé en fonction du niveau d'exécution constatée de la présente convention.

Pour sa part, le GIP poursuit ses efforts de maîtrise budgétaire en assumant une nouvelle baisse de -3% des dotations de fonctionnement qui fait suite à celle retenue lors de la précédente convention.

Année	Dotations en fonctionnement	Subventions en investissement
2024	3 542 000 €	selon projets
2025	3 435 000 €	selon projets
2026	3 332 000 €	selon projets

Article 5 : Suivi et évaluation

51. Constitution d'un comité de suivi

Ce comité est composé de représentants des équipes du GIP et de la Région dont la liste sera arrêtée à l'occasion de la première réunion du Comité de suivi

Il est chargé de suivre l'exécution de la convention, de la définition et mise en place des plans d'actions annuels ainsi que du suivi des indicateurs associés à la présente convention. Il sera en outre chargé d'analyser le cas échéant les écarts constatés au regard des engagements prévus dans la convention ainsi que de la mise à disposition du rapport intermédiaire et du rapport final

Ce comité se réunit en tant que de besoin et au moins deux fois par an. Un compte rendu de réunion est établi par les services du GIP à la suite de chaque réunion et transmis à la Région.

52. Suivi de la réalisation des objectifs

Le suivi de la réalisation des objectifs sera réalisé par le GIP sur la base de documents définis d'un commun accord entre le Région et le GIP.

Une note de synthèse sur les résultats intermédiaires obtenus sur les deux premiers exercices sera rédigée par le GIP à fin de communication par la Région aux élus.

Un bilan global de la convention sera établi à l'issue de la période couverte par la présente convention par un comité d'experts

Article 6 : obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution d'une subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la convention associée à la subvention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région

dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Article 7 : Protection des données à caractère personnel

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère Personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le GIP (ci-après, le Responsable de traitement Disjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région Île-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution du présent contrat de convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention, conclue pour une période de trois ans, prend effet à compter du 1^{er} janvier 2024. Elle expire le 31 décembre 2026.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par la Commission permanente du Conseil régional. Celui-ci précisera explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1.

Article 10 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse au GIP une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse au GIP la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du GIP par la Région.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour la Région,
La Présidente du Conseil Régional
d'Île-de-France,

Valérie PECRESSE

Le

Pour le GIP GENOPOLE
Le Directeur Général,

Gilles TRYSTRAM

ANNEXE A LA CONVENTION

Descriptif des différentes orientations, objectifs et indicateurs

Orientation 1 : Soutenir l'excellence scientifique du site

Objectif 1 : adopter et mettre en œuvre un schéma stratégique scientifique partagé avec l'ensemble des acteurs de Genopole

- indicateur : mise en œuvre de l'animation de la réflexion annuelle de Genopole avec les tutelles des laboratoires publics du biocluster (oui/non)

Objectif 2 : renforcer la dimension de site accueillant des chercheurs

- Indicateur : nombre d'ETPT présents dans les labos (post-docs, masters, ATIGEs, ...)
- Indicateur : nombre d'équipes de recherche et de chercheurs sur le site
- Indicateur : nombre d'événements scientifiques (colloques, convention d'affaires, etc.) organisés et nombre de participants à ces événements

Objectif 3 : développer les plateformes technologiques, infrastructures et moyens collaboratifs en fonction des besoins de la communauté

- Indicateur : montant des investissements dans les plateformes (SATURNE et autres) et nombre de nouvelles plateformes
- Indicateur : nombre d'utilisations et d'utilisateurs des plateformes et des infrastructures par des acteurs localisés sur site et en dehors du site d'Evry
- Indicateur : nombre d'utilisations des plateformes par l'Université Paris Saclay
- Indicateur : chiffre d'affaires et résultat d'exploitation des différentes infrastructures (CERFE, Protopia, Biofonderie...)
- Indicateur : nombre d'interactions fructueuses des plateformes cad ayant abouties à un/des projets communs, des collaborations, des prestations de service

Objectif 4 : impliquer les acteurs académiques locaux- notamment l'Université Paris Saclay -, les entreprises, et l'écosystème régional de l'innovation sur les axes de recherche stratégiques

- Indicateur : nombre de réunions avec l'université Paris Saclay dédiées aux projets de formation (Graduate Schools, contribution aux réflexions formation initiale/tout au long de la vie)
- Indicateur : nombre de journées d'ouverture/an des infrastructures Genopole pour la formation

Orientation 2 : Améliorer les conditions de valorisation économique par l'incubation de projets

Objectif 1 : renforcer le transfert de technologie et la valorisation économique des travaux réalisés par les laboratoires du site

- Indicateur : nombre des projets issus des labos, des écoles rattachées à Genopole et du CHSF

Objectif 2 : favoriser / accompagner la faisabilité et la réalisation de projets collaboratifs régionaux, nationaux, européens et internationaux

- Indicateur : nombre de missions où des entreprises sont accompagnées, nombre d'entreprises accompagnées ou encore nombre de missions où le GIP représente les entreprises à l'étranger
- Indicateur : nombre de missions d'accompagnement sur des projets européens

Objectif 3 : accompagner la création et le développement de start-up deeptech

- Indicateur : nombre d'entrepreneurs accompagnés via Shaker
- Indicateur : nombre de jeunes entreprises accompagnées (Gene IO ou L'Oréal ou autres et montant des levées de fonds pour ces mêmes entreprises.
- Indicateur : nombre d'ETP et moyens dédiés
- Indicateur : nombre d'investisseurs et de grands groupes qualifiés
- Indicateur : nombre d'investisseurs et grands groupes participant à la Genopole Partnering Week

Orientation 3 : Dynamiser l'économie et l'industrialisation des filières

Objectif 1 : développer/renforcer les filières stratégiques (santé, bioéconomie) sur toute leur chaîne de valeur sur le site du Genopole et en articulation avec le tissu économique régional

- Indicateur : pour chacune des filières, santé et bioéconomie, nombre d'emplois, surfaces occupées et nombre d'entreprises

Objectif 2 : se positionner comme point d'entrée et relais de référence régional/français sur la bioproduction

- Indicateur : nombre de projets initiés par Genopole sur la thématique de la bioproduction

Orientation 4 : renforcer la visibilité et le pilotage

Objectif 1 : renforcer la stratégie et assurer sa gouvernance

- Indicateur : renouvellement de la convention constitutive du GIP (processus devant être engagé en 2024 pour aboutir avant mars 2026) oui/ non
- Indicateur : nombre de réunions sur le dialogue stratégique avec l'UP Saclay et les conséquences de la convention d'association (Graduate schools, dialogue avec les VP, etc.)

Objectif 2 : renforcer l'identité de Genopole et de ses acteurs académiques et industriels dans le contexte régional, national, européen et international

- Indicateur : nombre d'événements où le GIP est promoteur ou associé, ou nombre de fois où il est co-organisateur

Objectif 3 : organiser des événements pour mettre en avant les actualités business et scientifiques des acteurs génopolitains. Diffusion via les réseaux sociaux et site Web

- Indicateur : nombre d'événements business/startup internes et nombre de participants où le GIP est promoteur
- Indicateur : nombre d'actualités sur les start-ups et laboratoires de recherche du site diffusées via le site Web
- Indicateur : nombre d'abonnés au total et par canal/médias sociaux
- Indicateur : nombre de citations médiatiques et % de couverture du GIP

Objectif 4 : valoriser la culture scientifique, technique et industrielle et favoriser le dialogue sciences-société

- Indicateur : nombre d'ouvrages de diffusion de la connaissance
- Indicateur : nombre de publications et nombre d'événements

Objectif 5 : suivre et évaluer l'action/ la performance du GIP en s'appuyant sur des outils d'aide au pilotage renforcés

- Indicateur : nombre de demandes d'investissement sans fiche descriptive du projet, sans information sur son déploiement et son financement
- Indicateur : % des fonds propres émanant de sources nouvelles de financement (fonds européens, partenariats public/privé, packs d'accompagnement, ...)

Annexe 2 - Statuts actualisés de la SEM Genopole

SOCIETE ANONYME D'ECONOMIE MIXTE

SEM GENOPOLE

STATUTS ACTUALISES

TITRE PREMIER

FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires d'actions ci-après dénommées et de celles qui pourront l'être ultérieurement une société anonyme française régie par les présents statuts et par les dispositions légales et réglementaires relatives aux sociétés anonymes, sauf dans la mesure où il est dérogé à ces dispositions par celles relatives aux sociétés d'économie mixte locales et par les présents statuts.

Les collectivités territoriales et leurs groupements seront désignés ci-après par les termes "collectivités territoriales".

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est :

SEM GENOPOLE

Dans tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivi des mots "SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE" ou des initiales "S.A.E.M.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet d'intervenir dans le périmètre de compétence du GIP Genopole, à la demande des collectivités publiques, dans toutes actions contribuant au développement, notamment économique du pôle de recherche et de développement économique, industriel et technologique (accueil de laboratoires publics de recherche, aide à l'installation, à la création et au développement d'entreprises privées, création, développement et exploitation de plates-formes technologiques et de services,...) dans le domaine des sciences biologiques, en particulier de la génomique et des biotechnologies.

Dans ce cadre, elle pourra notamment :

- procéder à toutes études en relation avec ces actions ;
- réaliser des opérations d'aménagement et à cette fin, procéder à des acquisitions immobilières, mener des études, des travaux, céder ou louer les terrains aménagés, dans le cadre de conventions passées avec des collectivités ou pour son propre compte ;
- réaliser toute opération de construction d'équipements, d'immeubles à usage de bureaux, industriels, d'enseignement ou de recherche, pour le compte de collectivités, de personnes de droit public ou de droit privé, ou encore pour son propre compte ;
- construire des immeubles à usage de pépinières, d'incubateurs, d'hôtels d'entreprises, de services aux entreprises ou aux salariés ;
- acquérir par tout moyen, prendre à bail quelle qu'en soit la forme, tout immeuble bâti ou non bâti ;
- les céder en pleine propriété ou les donner à bail ;
- assurer la gestion des immeubles à l'usage visé ci-dessus, réalisés par elle-même ou par des

tiers, ainsi que les équipements techniques qui y sont accueilli ;

- fournir des services aux entreprises de toute nature installées dans lesdits immeubles, ou plus généralement, sur le site ou en proximité ;
- accompagner les entreprises installées dans les locaux ci-dessus visés, sur le site ou en proximité, pour les aider et les assister dans leur développement, leur fournir toutes prestations, et services nécessaires à leur bon fonctionnement, et contribuant à améliorer leur cadre de vie.

A cet effet, la Société effectuera toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

Elle pourra en outre réaliser de manière générale toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet et qui contribuent à sa réalisation.

Elle exercera l'ensemble de ses activités tant pour son propre compte que pour le compte de personnes publiques ou privées ; en particulier, elle pourra exercer ses activités dans le cadre de conventions passées dans les conditions définies aux articles L1523-2 à L1523-4 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé **20 rue Henri Desbruères 91030 EVRY**.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du département, par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve que cette décision soit ratifiée par la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire et partout ailleurs en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société initialement fixée à 50 ans, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés a été prorogée de 49 ans par décision de l'assemblée générale du 9 décembre 2016. En conséquence, la durée de la Société expirera le 5 septembre 2101, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, il n'a pas été fait d'apports en nature à la Société.

Capital social - Actions

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la SEM est fixé à vingt-sept millions quatre cent quarante-cinq mille euros (27 445 000 €). Il est divisé en deux million sept cent quarante-quatre mille cinq cents (2 744 500) actions de dix euros (10€) chacune, souscrites en numéraire ou émise en représentation d'apports en nature et dont plus de 50% et au maximum 85% doivent appartenir aux collectivités territoriales.

Au cas où des apports immobiliers sont affectés en nature à une collectivité territoriale, ils sont évalués par le Commissaire aux apports après avis de l'Administration des Domaines.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve que les actions appartenant aux collectivités territoriales représentent toujours plus de 50 % du capital et au maximum 85 % de celui-ci, conformément à l'article L1522-2 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 BIS - COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent mettre ou laisser à la disposition de la société, toutes sommes produisant ou non intérêts, dont celle-ci peut avoir besoin.

Les collectivités territoriales actionnaires de la société pourront faire des apports en compte courant, dans le respect des dispositions de l'article L1522-5 du code général des collectivités territoriales

ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement libérée de la moitié au moins de la valeur nominale.

Dans les autres cas et en particulier lors des augmentations de capital en numéraire, les souscriptions d'actions sont obligatoirement libérées du quart au moins de la valeur nominale.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'administration, dans un délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la Société un intérêt au taux de l'intérêt légal calculé au jour le jour, à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité n'est applicable aux collectivités locales actionnaires que si elles n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant

d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face : l'intérêt de retard sera décompté du dernier jour de cette séance.

ARTICLE 10 - DÉFAUT DE LIBÉRATION

L'actionnaire qui ne s'est pas libéré du montant de ses souscriptions aux époques fixées par le Conseil d'administration est soumis aux dispositions des articles L228-27, L228-28 et L228-29 du code de commerce, sauf si cet actionnaire défaillant est une collectivité territoriale.

Dans ce dernier cas, il est fait application des dispositions de l'article L1612-15 du code général des collectivités territoriales.

L'agrément du cessionnaire des actions vendues en application du présent article et des articles L228-27, L228-28 et L228-29 du code de commerce susvisés doit être donné conformément à l'article L228-24 du même code et à l'article 13 des présents statuts.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les versements sont constatés par un récépissé nominatif.

Les actions sont toutes nominatives et indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

Conformément à la législation en vigueur, les actions ne sont pas créées matériellement ; la qualité d'actionnaire résulte de l'inscription au crédit du compte ouvert au nom de chaque propriétaire d'actions dans les écritures de la Société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent.

Chaque action donne droit à une part égale de la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices s'il y a lieu et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des Assemblées Générales.

ARTICLE 13 - CESSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

La cession d'actions s'opère conformément aux dispositions du cahier des charges des émetteurs teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM.

La cession des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et par le cessionnaire.

L'ordre de mouvement est enregistré le même jour de sa réception sur un registre coté et paraphé dit « registre de mouvements ».

Toute cession d'actions, qu'elle ait lieu à titre gratuit ou onéreux, est soumise à l'agrément de la Société dans les conditions décrites ci-après.

Le Conseil d'administration se prononce à la majorité des deux tiers sur l'agrément dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande formulée par le cédant et adressée au Président du Conseil d'administration.

Les mêmes règles sont applicables, en cas d'augmentation du capital, à la cession des droits préférentiels de souscription.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales doit, en outre, être autorisée par décision de leurs organes délibérants en plus d'être soumise à l'agrément du Conseil d'administration.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

TITRE TROISIÈME

ADMINISTRATION

ARTICLE 14 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société est administrée par le Conseil d'administration qui se compose de 3 membres au moins et de 18 membres au plus, sous réserve de la dérogation temporaire prévue par la loi en cas de fusion. Les collectivités territoriales détiennent toujours plus de la moitié des sièges d'administrateurs.

Toute collectivité territoriale a droit au moins à un représentant au Conseil d'administration désigné en son sein par l'organe délibérant conformément aux articles L1524-5 et R1524-2 à R1524-6 du code général des collectivités territoriales.

La représentation de l'ensemble des collectivités territoriales ne doit pas dépasser la proportion du capital leur appartenant par rapport au capital de la Société. Le nombre de ces représentants peut toutefois être arrondi à l'unité supérieure.

Si le nombre de 18 membres du Conseil d'administration, prévu à l'article L225-17 du code de commerce, ne suffit pas à assurer la représentation directe des collectivités territoriales ayant une participation réduite au capital, celles ci sont réunies en assemblée spéciale.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à 11 dont 8 pour les collectivités territoriales. Celles-ci répartissent entre elles les sièges qui leur sont globalement attribués, en proportion du capital qu'elles détiennent respectivement.

Les représentants des collectivités territoriales au Conseil d'administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi ses membres, et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Les administrateurs autres que les collectivités territoriales sont nommés par l'Assemblée Générale.

Conformément à l'article L1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales au sein du Conseil d'administration incombe à ces collectivités et groupements. Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales, membres de cette assemblée.

La responsabilité civile des représentants des autres personnes morales détenant un poste d'administrateur est déterminée par l'article L225-20 du code de commerce.

Un administrateur personne physique ne peut appartenir simultanément à plus de 5 conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français, sauf les exceptions prévues par la loi.

Tout administrateur personne physique qui, lorsqu'il accède à son nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent doit, dans les 3 mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

ARTICLE 15 - DURÉE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS

La durée des fonctions des administrateurs autres que ceux représentant les collectivités territoriales est au maximum de 6 ans en cas de nomination par les assemblées générales et de 3 ans en cas de nomination dans les statuts. Ils sont rééligibles.

Ces fonctions prennent fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'administrateur élu par l'assemblée générale en remplacement d'un autre administrateur ne demeure en fonction que pour la période couvrant la fin du mandat de son prédécesseur.

Le mandat des représentants des collectivités territoriales prend fin avec la fin légale de celui de l'assemblée qui les a désignés. Toutefois, en application de l'article L1524-5 du code général des collectivités territoriales, leur mandat est alors prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes. A ce titre, le président sortant a le pouvoir de convoquer le conseil d'administration qui procèdera à l'élection du nouveau président. Les représentants sortants sont rééligibles.

En cas d'expiration du mandat de l'assemblée qui les a désignés pour toute autre cause ou de démission de tous les membres en exercice, le mandat n'expire qu'à la nomination de nouveaux représentants par la nouvelle assemblée. Les représentants sortants sont rééligibles. En cas de vacance des postes réservés aux collectivités territoriales, les assemblées délibérantes pourvoient au remplacement de leurs représentants dans le délai le plus bref. Ces représentants peuvent être relevés de leurs fonctions au Conseil d'administration par l'assemblée qui les a élus.

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de 75 ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateur ayant dépassé cet âge. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

Les représentants des collectivités territoriales doivent respecter la limite d'âge prévue à l'alinéa ci-dessus au moment de leur désignation. Il n'est pas tenu compte de ces personnes pour le calcul du nombre des administrateurs qui peuvent demeurer en fonction au-delà de la limite d'âge légal (ou statutaire), si elles viennent à dépasser cet âge pendant leur mandat.

Ces personnes ne peuvent être déclarées démissionnaires d'office si, postérieurement à leur nomination, elles dépassent la limite d'âge statutaire.

ARTICLE 16 - QUALITÉ D'ACTIONNAIRE DES ADMINISTRATEURS

Pour chaque siège au Conseil d'administration, l'administrateur doit justifier de la propriété pendant toute la durée de son mandat d'au moins une action.

Les représentants des personnes morales, et en particulier des représentants des collectivités territoriales, membres du Conseil d'administration, ne doivent pas être personnellement propriétaires d'actions.

ARTICLE 17 - CENSEURS

L'Assemblée Générale Ordinaire peut nommer à la majorité des voix, pour une durée de trois ans renouvelable, un ou plusieurs censeurs choisis par les actionnaires en dehors des membres du Conseil d'administration.

Les censeurs veillent à la stricte application des lois et des statuts, examinent les inventaires et les comptes annuels, assistent avec une voix consultative aux séances du Conseil d'administration et présentent à l'assemblée annuelle leurs observations. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas de voix délibérative.

Ils ne sont pas rémunérés.

ARTICLE 18 - ORGANISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un Président. Le Président du Conseil d'administration peut être soit une personne physique, soit une collectivité territoriale. Dans ce dernier cas, elle agit par l'intermédiaire de son représentant légal ou de la personne qu'elle désigne pour occuper cette fonction.

Il est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Le président du conseil d'administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Conseil d'administration nomme s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en l'absence du Président, à présider la séance du conseil ou les assemblées. En l'absence du Président et des vice-présidents, le Conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera la séance.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président, le conseil d'administration peut se réunir afin de déléguer un administrateur dans les fonctions de président. La convocation doit alors être effectuée par un tiers au moins des administrateurs. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

Le Président ne peut être âgé de plus de quatre-vingts ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office sauf s'il représente une collectivité territoriale.

Le Conseil peut nommer à chaque séance, un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 19 - DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation de son Président, en son absence, d'un vice-président, soit au siège social, soit en tout endroit indiqué par la convocation.

Le règlement intérieur du conseil pourra prévoir que les administrateurs ont la faculté de participer et de voter aux réunions du conseil par des moyens de visioconférence tels que déterminés par décret en Conseil d'Etat.

L'ordre du jour est adressé à chaque administrateur quinze jours au moins avant la réunion. Le dossier de séance sera adressé à chaque administrateur, au moins cinq jours ouvrés, avant la date du conseil.

Tout administrateur peut donner, même par lettre ou par télécopie, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du Conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

Le représentant d'une collectivité territoriale ne peut donner mandat qu'à un autre représentant d'une collectivité territoriale.

La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Sauf dans les cas prévus par la loi, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire d'un de ses collègues de deux voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les représentants des collectivités territoriales siègent et agissent ès qualités avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres membres du Conseil d'administration, tant vis-à-vis de la Société que vis-à-vis des tiers.

Lorsque le Conseil d'administration ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins de ses membres peut demander au Président de convoquer celui-ci sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

ARTICLE 20 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En application des dispositions de l'article L225-35 du code de commerce, et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le Conseil d'administration, dans la limite de l'objet social :

- détermine les orientations de l'activité de la Société, et veille à leur mise en œuvre ;
- se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires la concernant.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée, même par les actes d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Toute décision qui limiterait les pouvoirs du Conseil serait inopposable aux tiers.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Sous réserve des pouvoirs attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires, le conseil d'administration exerce notamment les pouvoirs suivants :

- à la majorité des deux tiers comprenant la moitié au moins des représentants des collectivités territoriales, il décide de toutes opérations immobilières demandées par des personnes publiques ou privées non actionnaires lorsque leur financement n'est pas assuré dans les conditions fixées par l'article L1523-1 du code général des collectivités territoriales ;
- à la majorité des membres présents ou représentés, il décide dans le cadre de l'objet social, de la création de toutes sociétés ou de tous groupements d'intérêts économique, filiales ou prises de participation.

Chaque administrateur doit recevoir les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut obtenir auprès de la direction générale tous les documents qu'il estime utile.

Le Conseil d'administration peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de ses pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

ARTICLE 21 - DIRECTION GENERALE - DIRECTEURS GENERAUX DÉLÉGUÉS

1 - Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général. Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

La délibération du Conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

A défaut d'option pour une direction générale, avec dissociation des fonctions de Président et de Directeur général, le Président exercera les fonctions de Directeur général.

Le changement de modalités d'exercice de la direction générale n'entraîne pas de modification des statuts.

2 - En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, le Conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de Président. En cas d'empêchement, cette délégation est donnée pour une durée limitée et renouvelable. En cas de décès, elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau Président.

3 – En fonction du choix opéré par le Conseil d'administration, la direction générale est assurée soit par le Président, soit par une personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général. Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général, il procède à la nomination du directeur général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, ses limitations de pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur général ne doit pas être âgé de plus de 70 ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office, à moins que cette fonction soit assurée par une collectivité territoriale assurant également la présidence, auquel cas la limite d'âge s'apprécie lors de sa nomination.

Le Directeur général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Lorsque le Directeur général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à des dommages et intérêts si elle est intervenue sans juste motif.

4 – Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans les limites de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée, même par les actes du Directeur général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte en cause dépassait l'objet social, ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer la preuve.

5 – Sur proposition du Directeur général, que cette fonction soit assumée par le Président du Conseil d'administration ou par une autre personne, le Conseil d'administration peut nommer une ou plusieurs autres personnes physiques, chargées d'assister le Directeur général avec le titre de Directeur général délégué.

Le nombre maximum de Directeurs généraux délégués est fixé à 5.

En accord avec le Directeur général, le Conseil d'administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués.

Envers les tiers, le ou les Directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

En cas de cessation de fonctions ou d'empêchement du Directeur général, les Directeurs généraux délégués conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur général.

Les représentants des collectivités territoriales ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, recevoir une rémunération exceptionnelle ou bénéficier d'avantages particuliers qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés. Ils ne peuvent, sans la même autorisation, accepter de fonctions dans la Société telles que celles de Président du Conseil d'administration ou de président assurant les fonctions de Directeur général.

ARTICLE 22 - RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRÉSIDENT ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sauf s'ils sont liés à la Société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi, les administrateurs ne peuvent recevoir de la Société aucune rémunération, permanente ou non, pour les fonctions qu'ils sont appelés à remplir auprès des instances de celle-ci. Ces dispositions ne sont pas applicables au directeur général n'assurant pas les fonctions de président, ni au(x) directeur(s) général (généraux) délégué(s).

ARTICLE 23 - SIGNATURES

Tous les actes qui engagent la Société, ceux autorisés par le Conseil, les mandats, retraits de fonds, souscriptions, endos ou acquits d'effets de commerce ainsi que les demandes d'ouverture de comptes bancaires ou de chèques postaux sont signés par le Président ou par le Directeur général s'il en existe, à moins d'une délégation spéciale donnée à un ou plusieurs mandataires spéciaux par le Président ou par le Directeur général s'il en existe.

ARTICLE 24 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET UN ADMINISTRATEUR, UN DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DÉLÉGUÉ OU UN ACTIONNAIRE

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et l'un des ses administrateurs, son Directeur général, l'un des ses Directeurs généraux délégués ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction de droit de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire de la Société, la contrôlant au sens de l'article L233-3 du code de commerce, sont soumises aux formalités d'autorisation et de contrôle prescrites par la loi.

Sont également soumises à autorisation préalable les conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise si le Directeur général, l'un des Directeurs généraux délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de l'entreprise, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour

aucune des parties, doivent être communiquées par l'intéressé au Président du Conseil d'administration. La liste et l'objet de ces conventions sont communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil d'administration et aux Commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que des personnes morales, au Directeur général, aux Directeurs généraux délégués, ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

ARTICLE 25 - ASSEMBLÉE SPÉCIALE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LEURS GROUPEMENTS

Les collectivités territoriales et leurs groupements qui ont une participation au capital trop réduite ne leur permettant pas de bénéficier d'une représentation directe, même dans le cadre d'un Conseil d'administration comprenant 18 membres, doivent alors se regrouper en assemblée spéciale pour désigner un mandataire commun.

L'assemblée spéciale comprend un délégué de chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y participant. Elle vote son règlement, élit son Président et désigne également en son sein le (ou les) représentant(s) commun(s) qui siège(nt) au Conseil d'administration.

Une représentation à tour de rôle peut notamment être instituée entre les collectivités locales concernées, pour la désignation du (ou des) mandataire(s).

Chaque collectivité territoriale ou groupement actionnaire y dispose d'un nombre de voix proportionnel au nombre d'actions qu'il ou elle possède dans la Société.

L'assemblée spéciale se réunit au moins une fois par an pour entendre le rapport de son (ou de ses) représentants sur convocation de son Président :

- soit à son initiative,
- soit à la demande de l'un de ses représentants élu par elle au sein du Conseil d'administration,
- soit à la demande d'un tiers au moins des membres détenant au moins le tiers des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements membres de l'assemblée spéciale conformément à l'article R1524-2 du code général des collectivités territoriales.

L'Assemblée est réunie pour la première fois à l'initiative d'au moins une des collectivités territoriales ou groupement actionnaire non directement représenté au Conseil d'Administration.

TITRE QUATRIÈME

CONTRÔLE - INFORMATIONS

ARTICLE 26 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale Ordinaire désigne dans les conditions de l'article L823-1. du code de commerce, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont désignés pour six exercices et sont toujours rééligibles.

ARTICLE 27 - REPRÉSENTANT DE L'ÉTAT - INFORMATION

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les quinze jours suivant leur adoption, au représentant de l'État dans le Département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés aux articles L1523-2 à L1523-4 du code général des collectivités territoriales ainsi que des comptes annuels et des rapports du Commissaire aux comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'État dans les conditions prévues par les articles L1524-2 du code général des collectivités territoriales et L235-1 du code des juridictions financières, entraîne une seconde lecture par le Conseil d'administration ou par l'Assemblée Générale, de la délibération contestée.

ARTICLE 28 - DÉLÉGUÉ SPÉCIAL

Toute collectivité territoriale ayant accordé sa garantie aux emprunts contractés par la Société a droit, à condition de ne pas être actionnaire directement représentée au Conseil d'administration, d'être représentée auprès de la Société par un délégué spécial désigné en son sein par l'Assemblée délibérante de cette collectivité.

Le délégué est entendu par la Société, procède à la vérification des documents comptables et rend compte à son mandant dans les conditions déterminées par l'article L1524-6 du code général des collectivités territoriales.

Les mêmes dispositions sont applicables aux collectivités territoriales qui détiennent des obligations des sociétés mentionnées au deuxième alinéa de l'article L2253-2 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 29 - RAPPORT ANNUEL DES ÉLUS

Les représentants des collectivités territoriales actionnaires doivent présenter au minimum une fois par an un rapport écrit sur la situation de la Société, et portant notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées. aux collectivités dont ils sont les mandataires. La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

TITRE CINQUIÈME

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

ARTICLE 30 - DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux assemblées générales sans formalités préalables.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par des moyens de visioconférence ou de télécommunication permettant leur identification tels que déterminés par décret en conseil d'Etat.

Les collectivités, établissements et organismes publics ou privés actionnaires de la Société sont représentés aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné, en ce qui concerne les collectivités territoriales, dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

ARTICLE 31 - CONVOCATION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les convocations sont faites, par lettre recommandée, adressée à chacun des actionnaires 15 jours au moins avant la date de l'assemblée, et comportant indication de l'ordre du jour avec le cas échéant les projets de résolutions et toutes informations utiles.

ARTICLE 32 - PRÉSIDENTE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Sauf dans les cas où la loi désigne un autre Président, l'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration. En son absence, elle est présidée par un administrateur désigné par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

ARTICLE 33 - RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration ou à défaut par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande de tout intéressé en cas d'urgence ou d'un ou plusieurs actionnaires réunissant 5 % au moins du capital social.

ARTICLE 34 - QUORUM ET MAJORITÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires, présents, représentés ou ayant voté par correspondance, représentant le cinquième au moins du capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'Assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance.

ARTICLE 35 - QUORUM ET MAJORITÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins sur première convocation le quart et sur deuxième convocation le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 35bis – MODIFICATIONS STATUTAIRES

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification.

TITRE SIXIÈME

INVENTAIRES - BÉNÉFICES - RÉSERVES

ARTICLE 36 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social couvre douze mois. Il commence au 1er janvier et se termine au 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au 31 décembre de l'année 2003.

ARTICLE 37 - COMPTES SOCIAUX

Les comptes de la Société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la Société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé.

Les documents établis annuellement comprennent le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Ils sont transmis au représentant de l'État, accompagnés des rapports des Commissaires aux comptes, dans les quinze jours de leur approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire.

ARTICLE 38 - BÉNÉFICES

Après dotation à la réserve légale suivant les dispositions de l'article L232-10 du code de commerce, il peut en outre être prélevé sur les bénéfices, le cas échéant diminués des pertes antérieures, par décision de l'Assemblée Générale, la somme nécessaire pour servir un intérêt net à titre de dividende sur le montant libéré et non remboursé des actions.

L'excédent sera affecté, suivant les décisions de l'Assemblée Générale, à la constitution de réserves destinées notamment à permettre le financement d'opérations d'intérêt général dans le cadre de l'objet social.

TITRE SEPTIÈME

PERTES GRAVES - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 38 -BIS

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration est tenu de réunir une assemblée générale extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes intervenue et sous réserve des dispositions de l'article L224-2 de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pas pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 39 - DISSOLUTION

Hormis les cas de dissolution judiciaire, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'assemblée générale extraordinaire, ou par décision de l'actionnaire unique.

Sauf en cas de fusion, scission ou réunion de toutes les actions en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne sa liquidation.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

Après dissolution de la Société, il ne peut être apposé de scellés ni exigé d'autres inventaires que ceux faits en conformité des statuts.

ARTICLE 40 - LIQUIDATION

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle, sur proposition du Conseil d'administration, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination d'un liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs.

TITRE HUITIÈME

ARTICLE 41 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation soit entre les actionnaires eux-mêmes, soit entre les actionnaires ou les administrateurs et la Société, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises à la procédure d'arbitrage.

Les parties s'entendent pour désigner un arbitre unique dans ces circonstances. A défaut d'accord, le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties (ou les deux), procédera à cette désignation par voie d'ordonnance.

L'arbitre ne sera pas tenu de suivre les règles établies par les tribunaux. Il statuera comme amiable compositeur et en premier ressort, les parties convenant expressément de ne pas renoncer à la voie d'appel.

Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, tant pour l'application des dispositions qui précèdent, que pour le règlement de toutes autres difficultés.

Annexe 3 - Lauréats Prix des Innovateurs 2023

Lauréats du Prix des Innovateurs 2023

Commission permanente du 21 septembre 2023 – CP 2023-338

1^{er} lauréat : une dotation de **10 000€** est attribuée à **Annarita Miccio**, directrice de recherche INSERM à l'Institut Imagine (établissement de rattachement).

2^{ème} lauréat : une dotation de **5 000€** est attribuée à **Olivier Couture**, directeur de recherche CNRS au Laboratoire d'Imagerie Biomédicale (LIB) de Sorbonne Université (établissement de rattachement).

3^{ème} lauréat : une dotation de **5 000€** est attribuée à **Julien Nicolas**, directeur de recherche CNRS à l'Université Paris-Saclay (établissement de rattachement).

Annexe 4 - Convention chercheur - Prix des Innovateurs

CONVENTION n°**Dotation à la lauréate ou au lauréat du Prix des Innovateurs 2023**

Entre

LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen
représentée par son Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

Madame/Monsieur , domiciliée(e)

ci-après dénommé(e) « **le bénéficiaire** »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017, relative aux actions en faveur du développement économique et son règlement d'intervention « Prix » modifié par la délibération n° CP 2018-483 du 17 octobre 2018,

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 relative à la révision de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023 (portant l'attribution de la subvention) ;

PREAMBULE

En vertu du Règlement d'Intervention « Prix » visé ci-avant, la Région soutient l'attribution directe de prix à des personnes physiques qui ont contribué par leur action au développement d'une politique territoriale ou ont mené des projets particulièrement innovants.

Le Prix des Innovateurs organisé par la Région Île-de-France vise à mettre en lumière l'excellence des talents de son territoire et à encourager, soutenir et valoriser la recherche, le transfert de technologie et l'émergence d'innovations en santé dont l'impact médical sociétal ou encore de santé publique est particulièrement remarquable.

Cette démarche visant à honorer un chercheur et son équipe s'inscrit comme l'une des mesures fortes retenues dans le cadre de la « Concertation de la filière Santé » initiée en 2019 par la Région avec l'ensemble des acteurs visant à soutenir la compétitivité scientifique et technologique de la région et renforcer le transfert et la valorisation des compétences et des résultats de la recherche vers le monde économique.

L'instauration de ce prix inédit récompensant un chercheur et son équipe vient ainsi compléter l'ensemble des dispositifs et actions concrètes mises en place par la Région pour conforter sa place

de leader, renforcer son attractivité et valoriser son potentiel de recherche et d'innovations dans la filière Santé.

Le jury composé du Président du Conseil Scientifique Régional (CSR) et de représentants de la valorisation et du transfert de technologies de la région a pu sélectionner trois lauréats à partir des dossiers déposés.

L'attribution par la Région d'une dotation et son versement se font dans le respect des règles fixées par le règlement budgétaire et financier de la Région prorogé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Par délibération N° CP 2023-338 du 21 septembre 2023, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire par l'attribution d'un prix.

Le bénéficiaire est lauréat du prix des Innovateurs 2023.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions relatives à l'attribution et au versement de la dotation de ce prix.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale. Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage également à participer à au moins une action de sensibilisation à la culture scientifique initiée par la Région Ile-de-France et à participer à une vidéo de communication réalisée par la Région Ile-de-France.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à verser au bénéficiaire une subvention d'un montant de X € nets. L'aide régionale sera versée intégralement en une fois, au plus tard le 1^{er} avril 2024.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

L'aide régionale est versée par virement bancaire, effectué par la Région vers le compte bancaire désigné par le bénéficiaire.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris. Cette mention s'applique pour la Région Île-de-France.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

ARTICLE 6 - LITIGES

Adresse postale :
Conseil régional
PTRESOR/DRTT
2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige avant de saisir la juridiction compétente.

ARTICLE 7 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la présente convention, adoptée par délibération N° CP 2023-338 du 21 septembre 2023 par la Région Ile-de-France.

Fait à Saint-Ouen, en 2 exemplaires, le

Le bénéficiaire

La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

Annexe 5 - Convention établissement de rattachement - Prix des Innovateurs

CONVENTION N°

**entre la Région Ile-de-France et le bénéficiaire
relative au Prix des Innovateurs 2023**

Entre :

La Région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2023-338 du 21 septembre 2023,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant,
Désigné(e) ci-après par le « BENEFCIAIRE »

d'autre part,

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU la délibération n° CP 2019-163 du 19 mars 2019, relative au soutien de la Région aux grands projets de recherche et développement et de son règlement d'intervention modifié par la délibération n°CP 2021-276 du 22 juillet 2021,

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 relative à la révision de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n°CP2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023 (portant l'attribution de la subvention) ;

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le Prix des Innovateurs organisé par la Région Île-de-France vise à mettre en lumière l'excellence des talents de son territoire et à encourager, soutenir et valoriser la recherche, le transfert de technologie et l'émergence d'innovations en santé dont l'impact médical, sociétal ou encore de santé publique est particulièrement remarquable.

Cette démarche visant à honorer un chercheur et son équipe s'inscrit comme l'une des mesures fortes retenues dans le cadre de la « Concertation de la filière Santé » initiée en 2019 par la Région avec l'ensemble des acteurs visant à soutenir la compétitivité scientifique et technologique de la région et renforcer le transfert et la valorisation des compétences et des résultats de la recherche vers le monde économique.

Pour la première fois, un prix ne vient pas uniquement honorer un chercheur mais vient aussi reconnaître l'engagement et la réussite collective des équipes de recherche.

L'instauration de ce prix inédit récompensant un chercheur et son équipe vient ainsi compléter l'ensemble des dispositifs et actions concrètes mises en place par la Région pour conforter sa place de leader, renforcer son attractivité et valoriser son potentiel de recherche et d'innovations dans la filière Santé.

Le jury présidé par un membre du Conseil Scientifique Régional (CSR) et de représentants de la valorisation et du transfert de technologies de la région a pu sélectionner trois lauréats à partir des dossiers déposés.

L'aide accordée relève du régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 relatif à : aides aux projets de recherche et de développement - Recherche fondamentale.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du conseil régional n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

EN CONSEQUENCE DE QUOI IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Adresse postale :
Conseil régional
PTRESOR/DRTT
2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

ARTICLE 1 – OBJET

Le BENEFICIAIRE s'engage à réaliser dans les délais définis à l'article 3, le programme correspondant à sa participation au projet tel que décrit à l'annexe technique.

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au BENEFICIAIRE, selon les modalités et conditions de versements prévues à l'article 5, une aide d'un montant maximum de ----- €, avec un taux d'intervention de 100 %

La présente aide est accordée au BENEFICIAIRE sous forme d'une subvention.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 3.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage

- à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet », à compter de la date de démarrage du Projet, et à mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques, financiers et commerciaux, nécessaires au succès de son exécution et de l'exploitation de ses résultats,
- affecter exclusivement l'aide accordée aux dépenses prévues dans le programme et le réaliser à compter du 21 septembre 2023.

Il est responsable du bon fonctionnement du projet et s'engage à ne pas suspendre, ni abandonner la réalisation du projet présenté sans en informer au préalable la Région,

Il tient la Région immédiatement informée :

- des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
- des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du projet présenté.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit privé, le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CLAUSE ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts,

Adresse postale :

Conseil régional

PTRESOR/DRTT

2 RUE SIMONE VEIL

93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE

Tél. : 01 53 85 53 85

www.iledefrance.fr

concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 3.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier X offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et le bénéficiaire (ci-après, le

Responsable de traitement Disjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « disjoints ».

La Région et le Responsable de traitement Disjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

La Région Ile-de-France n'intervient d'aucune manière dans les traitements réalisés et opérés par le Responsable de traitement Disjoint.

Ainsi, les Parties reconnaissent que, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, chacune d'elles est libre de déterminer les moyens et les finalités des traitements qu'elle réalise.

De ce fait, lorsque les Parties s'échangent des données à caractère personnel, ces transferts ont lieu d'un Responsable de traitement vers un autre, chacune des Parties étant destinataire de l'autre.

Les Parties s'engagent à respecter, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les obligations légales et réglementaires qui leur incombent au titre de la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier le RGPD et la Loi Informatique et libertés.

En particulier, le Responsable de traitement Disjoint s'engage à :

- informer les personnes concernées des traitements qu'elle réalise à partir de leurs données. Cette information devra être conforme à l'article 13 du RGPD (lorsque les données sont collectées directement auprès de la personne concernée) et 14 du RGPD (en cas de collecte indirecte) ;
- recueillir le consentement de la personne concernée lorsqu'il est requis ;
- permettre à la personne concernée d'exercer ses droits en vertu de la réglementation relative à la protection des données ;
- mettre en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données contre toute destruction fortuite ou illicite, perte accidentelle, altération, divulgation ou accès non autorisé ;
- respecter les obligations légales en matière de flux de données hors de l'Union européenne ;
- inscrire les traitements qu'elle met en œuvre au registre des activités de traitements tenu en qualité de Responsable du traitement ;
- nommer un délégué à la protection des données si elle y est astreinte en vertu de l'article 37 du RGPD et, le cas échéant, communiquer à l'autre Partie le nom et les coordonnées de celui-ci ;
- encadrer les relations avec ses sous-traitants par un contrat conforme à l'article 28 du RGPD ;
- assurer un niveau de sécurité adapté au risque que présentent les traitements qu'elle met en œuvre, en tenant compte notamment de la nature des traitements et du type des données traitées.
- en cas de transfert de données personnelles vers un pays hors UE, la Partie concernée certifie mettre en place toutes les garanties reconnues et attendues par la Réglementation et les autorités compétentes, permettant d'encadrer ledit flux de manière conforme. Elle s'engage par ailleurs à en informer l'autre Partie, et à lui transmettre le détail des dispositifs mis en place, à première demande, y compris lorsqu'elle est tenue de procéder à un tel transfert en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le Responsable disjoint concerné est soumis, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Chacune des Parties fait son affaire de fournir, au nom de l'autre Partie, à son personnel concerné toute information relative au traitement mis en œuvre par elle et garantit l'autre Partie de ce fait.

Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit concernant les traitements mis en œuvre par l'autre Partie, la Partie qui réceptionne cette demande doit adresser ces demandes à l'autre Partie immédiatement afin qu'elle puisse répondre dans les délais impartis par le RGPD.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5.1- CADUCITE DE LA SUBVENTION

Si à l'expiration d'un délai de 3 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 5.3 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul du montant des avances à verser est limité à 30 % du montant de la subvention.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 5.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 5.4 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 5.5 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée (pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public). Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un rapport d'activité signé par le représentant légal du bénéficiaire; qui détaillera notamment, pour les personnes morales de droit privé, les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 5.6 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est, ou peut être, révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 2 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 5.7 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.





La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le BENEFICIAIRE de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au BENEFICIAIRE une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au BENEFICIAIRE la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du BENEFICIAIRE par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 – RESTITUTION EVENTUELLE

Le reversement total de la subvention sera exigé en cas d'inexécution de la convention, notamment :

-  dans le cas de non respect des obligations du bénéficiaire,
-  en cas d'utilisation des fonds non conforme à leur objet,
-  en l'absence de production du compte-rendu financier,
-  pour les personnes morales de droit privé, manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 6 « résiliation ».

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des actions effectuées.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention, soit le 21 septembre 2023.

Adresse postale :
Conseil régional
PTRESOR/DRTT
2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Elle prend fin à la date de la demande de versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 9 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles dont le BÉNÉFICIAIRE reconnaît avoir pris connaissance et auxquelles il adhère sont :

- la convention
- la fiche projet

**Le représentant de l'établissement de
rattachement**

La Présidente du Conseil Régional

Valérie PECRESSE

Annexe 6 - Fiche projet premier lauréat - Institut Imagine

DOSSIER N° 23007048 - PRIX DES INNOVATEURS 2023 - PROJETS DE R&D - Annarita MICCIO - INSTITUT IMAGINE

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-20421-167001-1800

Action : 16700104- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	40 000,00 € HT	100,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMAGINE INSTITUT DES MALADIES
GENETIQUES NECKER ENFANTS
MALADES

Adresse administrative : 24 BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75015 PARIS

Statut Juridique : Fondation

Représentant : Monsieur ARNOLD MUNNICH, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 20 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Prix des Innovateurs organisé par la Région Île-de-France vise à mettre en lumière l'excellence des talents de son territoire et à encourager, soutenir et valoriser la recherche, le transfert de technologie et l'émergence d'innovations en santé dont l'impact médical sociétal ou encore de santé publique est particulièrement remarquable.

Chaque prix est composé d'une gratification personnelle accordée au chercheur ainsi que d'un budget complémentaire, mis à la disposition de son équipe, via leur établissement ou organisme de recherche et d'enseignement supérieur de tutelle, pour contribuer au succès de leurs innovations.

Ainsi l'établissement de rattachement du premier lauréat Annarita Miccio est l'Institut Imagine.

De nombreuses stratégies actuelles de thérapie génique sont basées sur les ciseaux moléculaires CRISPR/Cas9. Cependant, le traitement par nucléase CRISPR/Cas9 induit des cassures double brin de l'ADN et une réponse aux dommages de l'ADN qui peuvent conduire à la mort programmée des cellules. Annarita Miccio a développé une nouvelle stratégie plus sûre qui consiste à utiliser ce que l'on appelle des "éditeurs de base", qui font partie des techniques les plus récentes dans l'arsenal des outils d'édition du génome. Les techniques d'édition de base permettent de modifier la base de son choix sans avoir à couper

les brins d'ADN, comme le requiert CRISPR/Cas9, la technique la plus utilisée dans les laboratoires de recherche.

Les fonds serviront:

- au financement d'une étude d'exploitation par un cabinet en vue de la création d'une startup ou d'une licence à un biotech;
- la participation à un congrès
- l'achat de consommable

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de prestations externes de service et sous-traitance	12 000,00	30,00%
Petit matériel, consommables	28 000,00	70,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche fondamentale

Annexe 7 - Fiche projet deuxième lauréat - Sorbonne Université

DOSSIER N° 23007361 - PRIX DES INNOVATEURS 2023 - PROJETS DE R&D - Olivier Couture - Sorbonne Université

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204181-167001-1800

Action : 16700104- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SORBONNE UNIVERSITE

Adresse administrative : 21 RUE DE L ECOLE DE MEDECINE
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame NATHALIE DRACH-TEMAM, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 20 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Prix des Innovateurs organisé par la Région Île-de-France vise à mettre en lumière l'excellence des talents de son territoire et à encourager, soutenir et valoriser la recherche, le transfert de technologie et l'émergence d'innovations en santé dont l'impact médical sociétal ou encore de santé publique est particulièrement remarquable.

Chaque prix est composé d'une gratification personnelle accordée au chercheur ainsi que d'un budget complémentaire, mis à la disposition de son équipe, via leur établissement ou organisme de recherche et d'enseignement supérieur de tutelle, pour contribuer au succès de leurs innovations.

Ainsi l'établissement de rattachement du deuxième lauréat Olivier Couture est Sorbonne Université.

L'échographie super-résolue (ULM) permet d'imager la microcirculation en profondeur dans les organes. Grâce à cette approche, Olivier Couture et son équipe conçoit un appareil ultrasonore portable permettant de réaliser des angiographies du cerveau en urgence. Ce dispositif, offrant une résolution micrométrique et tridimensionnelle à travers le crâne, permettrait d'améliorer drastiquement l'accès à l'imagerie neurologique, notamment en soins critiques, et dans les ambulances pour trier les patients victimes d'AVC.

Les fonds serviront à concevoir une sonde ultrasonore ULM 3D abdominal.

Localisation géographique :
 **DEPARTEMENT DE PARIS**

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Petit matériel, consommables	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du
2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche fondamentale

Annexe 8 - Fiche projet troisième lauréat - Université Paris-Saclay

**DOSSIER N° 23007372 - PRIX DES INNOVATEURS 2023 - PROJETS DE R&D - Julien Nicolas -
Université Paris-Saclay**

Dispositif : Grands projets de R&D (n° 00001076)

Délibération Cadre : CR2017-101 modifiée par CP2019-163 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 906-67-204181-167001-1800

Action : 16700104- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Grands projets de R&D	20 000,00 € HT	100,00 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS SACLAY

Adresse administrative : 3 RUE JOLIOT CURIE
91190 GIF SUR YVETTE

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame ESTELLE IACONA, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 21 septembre 2023 - 20 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le Prix des Innovateurs organisé par la Région Île-de-France vise à mettre en lumière l'excellence des talents de son territoire et à encourager, soutenir et valoriser la recherche, le transfert de technologie et l'émergence d'innovations en santé dont l'impact médical sociétal ou encore de santé publique est particulièrement remarquable.

Chaque prix est composé d'une gratification personnelle accordée au chercheur ainsi que d'un budget complémentaire, mis à la disposition de son équipe, via leur établissement ou organisme de recherche et d'enseignement supérieur de tutelle, pour contribuer au succès de leurs innovations.

Ainsi l'établissement de rattachement du troisième lauréat Julien Nicolas est l'Université Paris-Saclay.

L'invention a pour but de permettre l'administration sous-cutanée de tous types d'anticancéreux, incluant les irritants et les vésicants qui ne sont pour l'heure qu'administrables par voie intraveineuse. L'objectif est de mettre au point une approche galénique innovante capable de transposer les chimiothérapies IV vers des chimiothérapies SC, permettant ainsi un traitement plus confortable et moins contraignant pour le patient, et moins coûteux pour notre système de santé.

Les fonds seront intégralement alloués à une étude complète de toxicité sous-cutanée sur des extraits de peau humaine via la société Genoskin sur son modèle Hyposkin.

Localisation géographique : CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépense de prestations externes de service et sous- traitance	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel
que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du
2 juillet 2020, relatif à : aides aux projets de recherche et développement - recherche fondamentale

Annexe 9 - Fiche projet Pépité start'up Île-de-France

**DOSSIER N° 23007373 - PEPITE START'UP ILE-DE-FRANCE/STATION F - HEXAGONE/SCHOOLAB
- PROGRAMME 2023-2024**

Dispositif : Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets (n° 00001034)

Délibération Cadre : CR2017-101 du 18/05/2017

Imputation budgétaire : 936-67-65742-167001-1800

Action : 16700107- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Lieux d'innovation – actions d'aide à la maturation et à l'accélération projets	252 460,44 € HT	49,51 %	125 000,00 €
	Montant total de la subvention		125 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HEXAGONE

Adresse administrative : 2 RUE JEAN PERRIN
14460 COLOMBELLES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JULIEN FAYET, Directeur Général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Développé en coordination avec les Pépites franciliennes, le programme Pépité Start'up Ile-de-France a été créé spécifiquement pour aider les étudiants entrepreneurs à développer leurs idées et les transformer en véritables opportunités économiques. Son originalité réside dans la densité du programme d'accompagnement d'une part et dans l'attention portée à l'entraide entre entrepreneurs. Les étudiants intègrent le programme au rythme de deux promotions par an d'environ six mois chacune.

Dispositif proposé:

Le programme 2023/2024 sera sensiblement identique à celui proposé la cinquième année :

- des étudiants-entrepreneurs issus des 8 Pépites d'Ile-de-France
- 2 promotions d'une durée de 6 mois chacune
- Une 20aine de projets sélectionnés par un jury constitué par les Pépité, Schoolab et la Région
- 40 postes de travail disponibles à Station F
- un programme opéré par Schoolab

À titre illustratif, voici quelques moments forts types proposés tout au long du programme :

- ☛ Workshops hebdomadaires avec des experts dans le but d'apporter la meilleure pédagogie possible via divers formats (cas pratiques, retours sur expériences, ateliers interactifs...)

- ☞ Office Hour
- ☞ hebdomadaires avec les personnes de l'équipe du programme à la carte avec des experts spécialisés : avocats, comptables, experts produit / vente...
- ☞ Sprint planning bi-mensuels en groupe d'entrepreneurs restreints avec comme objectif de stimuler l'intelligence collective et brainstormer sur des problématiques communes
- ☞ Coaching mensuel avec des mentors sélectionnés par Schoolab
- ☞ Plateforme pédagogique en ligne interne au Schoolab : INJECT (contenus de formation en ligne)

Détail mensuel des objectifs du programme :

Mois 1 : Module Onboarding & Observation

Objectif : Valider ou non son idée

- > Rencontre et intégration des entrepreneurs
- > Ateliers d'objectivation : OKR, Ikigai, Lean Startup...
- > Ateliers de structuration juridique : statut, subvention, contrats...

Mois 2 : Produit

Objectif : Développer la première version de son produit avec ses utilisateurs

- > Rendez-vous experts : code / low-code / no-code
- > Ateliers de co-construction

Mois 3 : Vente

Objectif : Définir une stratégie de prospection, apprendre à vendre sa solution, accélérer ses ventes

- > Bootcamp composé de 3 à 4 ateliers abordant l'entièreté du processus de vente :
Mailing, scrapping, cold call, rdv commercial, CRM
- > Conclusion par le SalesDay : simulation rdv client avec des experts ventes

Mois 4 : Marketing / Communication

Objectif : Construire une image de marque forte et mettre en place une stratégie de communication

- > Ateliers abordant l'image de marque
- > Mise en relation expert communication

Mois 5 : Mettre en place sa stratégie financière

Objectif : Mettre en place sa stratégie financière, découvrir les possibilités de financement non dilutifs éligibles par rapport à mon projet

- > Bootcamp composé de 3 à 4 ateliers abordant la préparation d'un financement :

Identification des acteurs, finalisation et review du deck, simulation Q&A

- > Conclusion par le CrashTest : simulation rdv financement avec des experts VC / BA

Mois 6 : Comprendre l'écosystème investisseur

- > Demo Day : pitch public devant investisseurs et business angels & Achievement party (événement pour clôturer le programme)

Évolution dans les objectifs du programme :

Afin de garantir une évolution positive, constante et surtout mesurable du programme d'incubation, les parties prenantes s'engagent à :

- ☞ Atteindre 50% d'étudiants entrepreneurs universitaires dans le programme.
- ☞ Atteindre 50% de femmes par promotion.
- ☞ Accroître la visibilité des étudiants entrepreneurs au sein de Station F via des événements croisés entre les programmes d'accompagnement de Station F
- ☞ la mise en avant des projets Pépite pour les Future 40
- ☞ un grand rassemblement des partenaires
- ☞ Accroître la visibilité du programme Pépite Start'up Ile-de-France par des outils/campagnes de communication adaptés (site internet, réseaux sociaux, article de blog, newsletter...)
- ☞ Assurer la visibilité des Pépite dans le programme.

- ☛ Impliquer les alumni Pépite pour des interventions auprès de la promotion (retours d'expérience, partage de bonnes pratiques...) et proposer des événements dédiés pour les alumni

Les engagements des partenaires :

Afin de garantir l'implication des partenaires et un programme de qualité, chaque pépite s'engage à :

- ☛ Communiquer les informations concernant le programme auprès des étudiants entrepreneurs
- ☛ Participer aux auditions du programme
- ☛ Participer aux 3 temps forts du programme : Sales Day, Crash Test & DemoDay

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

🏠 DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gestion du programme et gouvernance	98 000,00	38,82%
Evènementiel & Divers	8 300,00	3,29%
Communication	5 434,26	2,15%
Pédagogie	11 766,32	4,66%
Administratif	21 391,86	8,47%
Loyer	107 568,00	42,61%
Total	252 460,44	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	125 000,00	49,51%
Etudiants	45 900,00	18,18%
Schoolab	81 560,44	32,31%
Total	252 460,44	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.58995 RDI (ex SA40391) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020, relatif à : aides en faveur des pôles d'innovation

Annexe 10 - Convention Pépite Start'up Île-de-France

CONVENTION n°23007373

Entre

LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE,

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen
représentée par son Présidente, Madame Valérie PECRESSE
en vertu de la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

La structure dit « Schoolab », Hexagone SAS

dont le siège est situé au 2, rue Jean Perrin
représentée par son Directeur Général, Julien FAYET
ci-après dénommé(e) « **SCHOOLAB** »

Il a été convenu ce qui suit :

VU la délibération n° CR 2017-101 du 19 mai 2017, relative aux actions en faveur du développement économique et son règlement d'intervention « Prix » modifié par la délibération n°CP 2018-483 du 17 octobre 2018 ;

VU la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 relative à la révision de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 relative à la révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023 (portant l'attribution de la subvention) ;

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention vise à préciser les conditions d'attribution de l'aide régionale, accordée par la délibération n° CP 2023-338 du 21 septembre 2023, versée à « **Schoolab** » au titre du soutien aux lieux d'innovation.

L'objectif du signataire **en coordination avec les Pépites d'Île-de-France** est de permettre l'accompagnement d'un nombre significatif de projets de créations d'entreprises et de création d'emplois liés à ces projets, pour le développement de l'entrepreneuriat et de la relation entre la recherche, la formation et l'innovation économique par les partenaires. Les projets et/ou jeunes entreprises concernées sont domiciliées en Île-de-France.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire a pour obligations de :

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS CONCERNANT L'OPERATION SUBVENTIONNEE

- D'affecter la subvention à la réalisation du projet présenté dans la fiche projet et d'affecter les moyens humains et financiers pour mener à bien le projet précité.
- De participer à l'ensemble des comités de sélection des projets présidés par la Région et réunissant les représentants de tous les Pépites d'Ile-de-France et lui fournir en amont de leur tenue, les présentations des projets sollicitant une entrée dans le programme
- De convier la Région et les Pépites à l'ensemble des comités de pilotage et/ou toutes autres instances permettant aux services de la Région d'assurer un bon suivi de l'opération subventionnée.
- De répondre auprès de la Région et des Pépites de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement du projet.
- D'informer la Région et les Pépites des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- De mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
- De publier 3 offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.
- Communiquer à la Région, dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de la personne habilitée à certifier les comptes.
- Fournir à la Région, avant le 30 juin de l'année suivant l'attribution de la subvention :
 - o les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert comptable ou la personne habilitée à certifier les comptes;
 - o le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
 - o un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (compte-rendu d'exécution, bilan financier du projet...) dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 5 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.

- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration et du bureau.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué à posteriori.

Pour chaque projet subventionné, le contrôle technique et financier est exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit privé, le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CLAUSE ETHIQUE

Le bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière. La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse peut également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier X offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail en alternance (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) d'une période minimale de deux mois sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

L'invitation et, le cas échéant, l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles organisées dans le cadre du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de

propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3 – MISSIONS ET ENGAGEMENTS

MISSIONS :

La structure a pour mission de transformer le potentiel technologique ou d'innovation ouverte d'un projet, en valeur économique. A cet effet, il apporte aux porteurs de projets directement ou indirectement :

- l'accompagnement des créateurs dans l'élaboration de leur projet d'entreprise, notamment dans les domaines organisationnels, juridiques, industriels, économiques et commerciaux, ainsi que pour le recrutement de l'équipe,
- des moyens logistiques au sein de Station F pour permettre l'accès aux porteurs de projets à des locaux spécifiques (plateformes, espace show-room...) ;
- le cas échéant, un appui technologique pour l'industrialisation du produit, du service, du process sur lequel est basée l'activité de l'entreprise au sein des laboratoires des organismes membres, voire complété par des prestations extérieures ;
- une mise en relation avec des partenaires susceptibles d'intervenir dans la vie du projet d'entreprise, notamment des acteurs du financement des jeunes entreprises.

Selon les domaines économiques, technologiques, sociaux ou sociétaux abordés par les projets de création, la structure pourra collaborer avec des structures spécialisées partenaires. Des conventions signées entre le bénéficiaire et ses partenaires définissent les modalités de ces partenariats.

ENGAGEMENTS :

Schoolab s'engage /

- à favoriser de toutes les manières le développement du nombre de projets franciliens (start-up ou projets de création d'entreprises liés à des Pépitefranciliennes) qu'il accompagnera en associant les Pépite.
- dès les premiers contacts avec les porteurs de projets, à les mettre en contact avec des représentants *had hoc* dont les thématiques correspondent à celles des projets présentés.
- dans un souci d'efficacité de l'accompagnement et du développement optimal des projets d'entreprise, à mettre en contact les porteurs de projet avec les opérateurs franciliens d'aide aux entreprises, notamment d'aide au financement ou d'aide à l'implantation, afin de les orienter et les informer dans toutes leurs questions quant à leur localisation et leur développement sur le territoire francilien.
- à respecter l'annexe à la convention précisant les modalités de communication, gouvernance, suivi et reporting du programme avec les Pépite d'Ile-de-France.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

Adresse postale :
Conseil régional
PTRESOR/DRTT
2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

La Région s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire pour la réalisation des missions définies à l'article 3 de la présente convention, par le versement d'une subvention.

La subvention allouée par la Région est, au maximum de 125 000 euros en crédits de fonctionnement, correspondant à 49,51% des dépenses éligibles, soit 252 460.44 HT

Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale pourra être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 5.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 5.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 5.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul du montant des avances à verser est limité à 80% du montant de la subvention.

ARTICLE 5.2.2 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 5.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée (pour les personnes morales de droit privé, ou ne disposant pas d'un comptable public). Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera, pour les personnes morales de droit privé, les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 5.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 4 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 5.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 5.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 5.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er octobre 2023 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 - RESTITUTION ÉVENTUELLE DE LA SUBVENTION

Le reversement total de la subvention sera exigé en cas d'inexécution de la convention, notamment :

- dans le cas de non respect des obligations du bénéficiaire,
- en cas d'utilisation des fonds non conforme à leur objet,

Adresse postale :
Conseil régional
PTRESOR/DRTT
2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

- en l'absence de production du compte-rendu financier.
- manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la convention dans les conditions prévues à l'article 9 « résiliation » ci-après.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées, au regard de la qualité des actions effectuées.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'organe délibérant de la collectivité.

ARTICLE 8 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date d'attribution de la subvention, soit le 21 septembre 2023.

Elle prend fin à la date de la demande de versement du solde ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 5.1 de la présente convention.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend qui s'élèverait entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention et qui n'aurait pas fait l'objet d'un règlement à l'amiable sera soumis à la juridiction compétente.

ARTICLE 11 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNELLE

ARTICLE 11.1 : OBJET

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de

données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère Personnel, la Région Île-de-France (ci-après, « la Région ») et le bénéficiaire (ci-après, le Responsable de traitement conjoint) sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ». Le bénéficiaire indirect fait référence aux étudiants entrepreneurs.

La Région et le Responsable de traitement Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de la convention et de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

ARTICLE 11.2 : OBLIGATIONS RESPECTIVES DES RESPONSABLES CONJOINTS

ARTICLE 11.2.1 : FINALITES DU TRAITEMENT

La Région et le responsable conjoint définissent ensemble les finalités principales du traitement, à savoir :

- Suivi des bénéficiaires indirects dans une finalité de bilan et d'efficacité de ses dispositifs,
- Adaptation de ses dispositifs,
- Sollicitation des bénéficiaires indirects pour des actions de communication, d'information ou de bilan.
- Assurer un accompagnement au plus proche des besoins des bénéficiaires indirects
- Assurer l'organisation d'actions répondant aux mieux aux besoins des bénéficiaires indirects

ARTICLE 11.2.2 : MOYENS DU TRAITEMENT

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

La Région définit les moyens du traitement suivants :

- Traitement des données par un membre de l'équipe du bénéficiaire en charge de l'accompagnement des étudiants entrepreneurs,
- Traitement par des outils logiciels respectant la confidentialité des données.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

ARTICLE 11.2.3 : DONNEES TRAITEES

Données courantes

- Etat civil, identité, données d'identification, images
- Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- Vie professionnelle (fonction, coordonnées professionnelles, etc.)
- Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)

Autres : étudiants boursiers

ARTICLE 11.2.4 : CATEGORIES DE PERSONNES CONCERNEES

Les personnes concernées sont :

□ Autres, préciser : étudiants entrepreneurs et partenaires de l'écosystème entrepreneurial étudiant

ARTICLE 11.2.5 : OPERATIONS DE TRAITEMENT ET USAGES

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :

- Contacter des bénéficiaires indirects
- Statistiques sur les profils et les projets portés par les bénéficiaires indirects
- Mise en relation avec des partenaires susceptibles d'intervenir dans la vie du projet d'entreprise
- Invitation aux événements dédiés au programme d'accompagnement ou autres actions (quel que soit le format de l'action)

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

Pour la Région :

- Formation, accompagnement, financement et valorisation des étudiants entrepreneurs,
- Mise en relation avec des partenaires susceptibles d'intervenir dans la vie du projet d'entreprise, notamment des acteurs du financement des jeunes entreprises.

Pour le bénéficiaire :

- Accompagnement et formation des créateurs dans l'élaboration de leur projet d'entreprise, notamment dans les domaines organisationnels, juridiques, industriels, économiques et commerciaux, ainsi que pour le recrutement de l'équipe,
- Réalisation des actions en bénéfice des étudiants entrepreneurs par le bénéficiaire, au niveau de l'accompagnement, de la formation, de l'accès à du financement et de mise en valeur de leur profil et de leur projet.
- Mise en relation avec des partenaires susceptibles d'intervenir dans la vie du projet d'entreprise, notamment des acteurs du financement des jeunes entreprises.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

ARTICLE 11.3 : RESPECT DES OBLIGATIONS LEGALES

ARTICLE 11.3.1 : DUREE DE CONSERVATION

La définition de la durée de conservation des données est confiée aux parties pour une durée de 5 ans.

ARTICLE 11.3.2 : INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les deux parties.

Dans toute la mesure du possible, le Sous-traitant aide le Responsable de traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage), droit à donner des directives post-mortem sur le sort des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès de la Région et du Responsable conjoint, des demandes d'exercice de droits, le Sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux adresses suivantes :

Pour la Région : dpo@iledefrance.fr

ARTICLE 11.3.3 : DROIT D'ACCES, DE RECTIFICATION OU D'EFFACEMENT

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les deux parties

ARTICLE 11.3.4 : DROIT A LA LIMITATION

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les deux parties.

ARTICLE 11.3.5 : DROIT D'OPPOSITION

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les deux parties.

ARTICLE 11.3.6 : DROIT A LA PORTABILITE

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les deux parties.

ARTICLE 11.3.7 : MESURES DE SECURITE

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par la Région et le Responsable Conjoint dans le cadre de la présente convention.

Les deux parties sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

La Région et le Responsable Conjoint, ont par ailleurs, pour mission de :

- Procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- Procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.
- En cas de transfert de données personnelles vers un pays hors UE, la Partie concernée certifie mettre en place toutes les garanties reconnues et attendues par la Réglementation et les autorités compétentes, permettant d'encadrer ledit flux de manière conforme. Elle s'engage par ailleurs à en informer l'autre Partie et à lui transmettre le détail des dispositifs mis en place, à première demande, y compris lorsqu'elle est tenue de procéder à un tel transfert en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le Responsable conjoint concerné est soumis, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et le Responsable Conjoint qui notifiera les changements à la Région et au Responsable Conjoint par tout moyen qu'il estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

ARTICLE 11.4 : COOPERATION AVEC LES AUTORITES DE CONTROLE

Chacune des parties sont en charge pour elles-mêmes des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

ARTICLE 11.5 : REGISTRE DES ACTIVITES DE TRAITEMENT

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- Le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- Les finalités du traitement ;
- Une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- Les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;

- Le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- Dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

ARTICLE 11.6 : VIOLATION DE SECURITE

La Région et le Responsable Conjoint ont la charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

La Région et le Responsable Conjoint ont pour tâche :

- De prendre les mesures adaptées ;
- De tenir le registre des violations ;
- D'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- D'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région et le Responsable Conjoint mettent en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région et le Responsable Conjoint.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : dpo@iledefrance.fr

ARTICLE 11.7 : COLLABORATION

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

ARTICLE 11.8 : COMMUNICATION DES GRANDES LIGNES

La Région et le Responsable Conjoint définissent les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

Adresse postale :
Conseil régional
PTRESOR/DRTT
2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

- L'identité des responsables du traitement ;
- Les finalités et moyens du traitement ;
- Les données traitées ;
- Les obligations de chaque responsable de traitement ;
- Le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes : l'information aux bénéficiaires indirects est assurée par l'un des deux parties.

ARTICLE 11.9 : GARANTIES

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

ARTICLE 11.10 : SOUS-TRAITANCE

Les Parties conviennent de ne pas faire appel à des sous-traitants pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet de la présente convention.

ARTICLE 12 - PIÈCES CONTRACTUELLES

- la convention,
- la fiche projet

Fait à Paris, en 2 exemplaires, le

Le Directeur Général du Schoolab

Pour la Présidente de la Région Ile-de-France et par délégation la Directrice de la Recherche et des Transferts de Technologie

Julien FAYET

Delphine PELADE

ANNEXE CONVENTION PROGRAMME PÉPITE START'UP ILE DE FRANCE

Cette annexe vise à définir le cadre de la mise en œuvre du programme “Pépité Start’up Île-de France”, déployé au sein de Station F et de préciser les obligations de Schoolab (Hexagone SAS) bénéficiaire de la subvention régionale, la coordination Pépité Ile-de-France et des 8 Pépité d’Île-de-France :

- Pépité 3EF
- Pépité Sorbonne Université
- Pépité CREAJ
- Pépité HESAM Entreprendre
- Pépité PEIPS
- Pépité PON
- Pépité PSL
- Pépité CY Entreprendre

1) Communication

Les obligations du bénéficiaire vis-à-vis de la Région sont rappelées dans l’article 2.3 de la convention principale. Cet article prime sur les obligations citées ci-dessous.

En complément de la convention principale, il est convenu que chaque support de communication relatif au programme devra répondre à la charte de communication validée par les Pépité et la Région.

Pour les supports de communication disposés dans l’enceinte de Station F, ces derniers sont soumis à validation du lieu.

Les Pépites, la coordinatrice et Schoolab s’engagent à communiquer les informations du programme auprès de leur réseau, en priorité les étudiants entrepreneurs.

Les Pépité, la coordinatrice Pépité Ile-de-France et Schoolab s’engagent à communiquer avec les mêmes supports.

2) Gouvernance

Un comité technique est mis en place, constitué de :

- La Région
- Schoolab (Hexagone)
- Les représentants des 8 Pépité
- Le représentant de la coordination « Pépité Ile-de-France »

Il se réunit à minima 2 fois par an à la discrétion de la Région et a pour objectif :

- d’assurer le suivi du programme
- d’évaluer le programme
- d’en étudier les perspectives d’amélioration.

Les règles d'organisation et de sélection des lauréats au programme « PEPITE Start'up Ile-de-France » seront définies par le comité technique dans un document commun validé par les parties.

3) Suivi et reporting

En amont du lancement du programme, le bénéficiaire transmettra au comité technique le programme avec les dates incontournables auxquelles ils seront conviés (lancement de la promotion, Salon, etc.) pour en faciliter l'organisation.

Les Pépité s'engagent à être présents :

- Aux auditions du programme
- Aux 3 temps forts du programme Pépité Start'up Île de France (le Salon, le MidTerm Review et le DémoDay), le bénéficiaire s'engageant à transmettre au comité technique un mois avant l'évènement dates, horaires et lieux des évènements
- Chaque semaine durant une demi-journée à Station F suivant le planning établi (permanence d'une journée assurée de façon hebdomadaire à tour de rôle par les Pépité) afin d'assurer un suivi des étudiants-entrepreneurs de la promotion. Chaque Pépité aura la possibilité de participer au moins une fois aux workshops mis en place pour les étudiants-entrepreneurs du programme Pépité Start'up à Station F.

Pour l'ensemble des 8 Pépité, Schoolab s'engage à les recevoir à Station F ainsi que leurs invités sur simple demande (par mail) dans la limite des accès accordés par Station F.

Un mail mensuel sera rédigé et transmis par Schoolab aux Pépité afin d'informer sur les actualités des projets accélérés.

Comme indiqué dans la charte "Pépité Start'up", chaque projet se voit attribuer un mentor dès le démarrage du programme. La recherche et la constitution du pool de mentors seront réalisées par le bénéficiaire et les Pépité afin d'éviter la confusion avec les tuteurs de l'étudiant-entrepreneur et assurer un suivi avec la plateforme Pépitzzy du MESR pour le référentiel qualité des Pépité.

4) Contenu du programme

À titre illustratif, des moments forts sont proposés tout au long du programme :

- "Office Hour" hebdomadaires avec les personnes de l'équipe du programme,
- "Office Hour" à la carte avec des avocats, comptables, consultants (experts en marketing, vente, création de produits, stratégie digitale etc) Mises en relation avec les experts identifiés par Schoolab.
- "Sprint planning" bi-mensuels en petit groupe d'entrepreneurs pour stimuler l'intelligence collective et brainstormer sur des problématiques communes
- "Coaching" mensuel avec des mentors sélectionnés par Schoolab
- "Workshops" hebdomadaires avec des experts. Interventions organisées dans le but d'apporter la meilleure pédagogie possible avec divers formats (cas pratiques, retours sur expériences, ateliers interactifs...)

- “Inject” : plateforme pédagogique en ligne interne au Schoolab qui regroupe tous les contenus de formation pour avancer sur son projet

Mois 1 : Onboarding (intégration & Speed dating (rencontres entre entrepreneurs))

Mois 2 : Pitch & Drink (entraînement au pitch) et Sessions de créativité (brainstorming collectif)

Mois 3 : Sales Day (entraînement au pitch client)

Mois 4 : Mid-term review (bilan de mi-parcours, révision des objectifs)

Mois 5 : Crash Test (exercice de pitch investisseur devant un jury composé d'investisseurs, de mentors et d'experts)

Mois 6 : Demo Day (pitch public devant investisseurs et business angels) & Achievement party (événement pour clôturer le programme)

Détail mensuel des objectifs du programme :

« Individualisation » du programme pour répondre au plus juste aux demandes évolutives des entrepreneurs. Pour ce faire, le programme est conçu en module, un module peut correspondre à un mois et l'entrepreneur peut avancer ou revoir des points en cas de pivot.

- Module 1 : Valider ou non son idée (accès au contenu de notre programme la Piscine)
- Module 2 : Développer la première version de son produit avec ses utilisateurs et définir une proposition de valeur claire
- Module 3 : Améliorer son produit, mettre en place une stratégie de prospection et apprendre à vendre sa solution pour accélérer ses ventes
- Module 4 : Construire une image de marque forte et mettre en place une stratégie de communication
- Module 5 : Mettre en place sa stratégie financière, découvrir les possibilités de financement non dilutifs éligibles par rapport à mon projet
- Module 6 : Connaître l'écosystème investisseur

Évolution dans les objectifs du programme :

- Atteindre 50% d'étudiants entrepreneurs universitaires dans le programme.
- Atteindre 50% de femmes par promotion.
- Accroître la visibilité des étudiants entrepreneurs au sein de Station F via un grand rassemblement des partenaires et au sein des autres programmes d'accompagnement, via des événements croisés entre les programmes d'accompagnement de Station F, via la mise en avant des projets Pépite pour les Future 40
- Accroître la visibilité du programme Pépite Start'up Ile-de-France par des outils/campagnes de communication adaptés (site internet, réseaux sociaux, article de blog, newsletter...)
- Assurer la visibilité des Pépite dans le programme.
- Impliquer les alumni Pépite pour des interventions auprès de la promotion (retours d'expérience, partage de bonnes pratiques...) et proposer des événements dédiés pour les alumni

5) Coût du programme pour les étudiants entrepreneurs

- 150€ TTC / mois / porteur pour les étudiants non boursiers
- 60€ TTC / mois / porteur pour les étudiants boursiers

Annexe 11 - Fiche projet actions collectives Pépité Île-de-France

DOSSIER N° 23007392 - Actions collectives Pépîte Île-de-France 2023-2024

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-67-657381-167001-1800

Action : 16700107- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	68 000,00 € TTC	42,65 %	29 000,00 €
	Montant total de la subvention		29 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE

Adresse administrative : 85 BD SAINT GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame CLARISSE BERTHEZENE, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 mai 2023 - 30 avril 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'évènement se déroulant au début de l'année universitaire, la préparation de l'opération en amont impose le démarrage anticipé.

Description :

Dans la continuité de l'évènement réalisé en 2022, le collectif Pépîte Île-de-France propose d'organiser deux semaines de sensibilisation à l'entrepreneuriat étudiant francilien qui se clôtureront avec la cérémonie du Prix Pépîte Île-de-France 2023.

Les huit Pépîte franciliens souhaitent réunir leur écosystème pour proposer quatre événements sur les thématiques suivantes : (1) Développer des compétences entrepreneuriales, (2) Impact et ESS, (3) Art, culture & mode, et (4) Santé et bien-être. Le collectif classe les quatre événements en deux catégories :

- Des événements purement de sensibilisation à l'entrepreneuriat qui cibleront les étudiants des établissements d'enseignement supérieur et jeunes diplômés. Les deux premiers événements cités ci-dessus, Développer des compétences entrepreneuriales et Impact et ESS, rentrent dans cette catégorie et il est estimé un nombre de 80 inscrits par événement.

Avec ces événements, les Pépîte souhaitent faire vivre aux étudiants, le parcours d'un entrepreneur sous une forme condensée, en créant des activités avec des partenaires qui permettent à l'étudiant de comprendre les enjeux et connaître l'écosystème Pépîte.

- Des événements qui visent la sensibilisation mais dont l'objectif premier sera la création d'une communauté d'étudiants-entrepreneurs franciliens 2023/2024. Le collectif souhaite favoriser le développement d'une communauté francilienne dès le début du parcours entrepreneurial des étudiants qui intègrent la nouvelle promotion. Puisque les Pépite franciliens ont suivi différents projets dans les thématiques Art, culture & mode et Santé et bien-être au fil des années, il semble pertinent de créer des communautés régionales autour de ces thématiques. Il est estimé un nombre de 60 inscrits par événement. La structure du programme sera similaire pour les deux événements et comprendra : des ateliers/tables rondes et des échanges avec le public, une séance de pitch et un cocktail de networking. Lors de ces événements, les participants auront aussi la possibilité de rencontrer des experts métiers qui les aideront à avancer dans leurs projets.

Basée sur ce qui a été fait pour l'événement de 2022, une journée sera dédiée aux lauréats du Prix Pépite Île-de-France 2023 dans le but de les orienter vers d'autres réseaux/acteurs de l'écosystème entrepreneurial dans le cadre de la clôture de l'accompagnement Pépite. Ainsi, le soutien aux lauréats dans leur démarche de création d'activité sera fait grâce à un accompagnement dédié lors de cet événement par le biais de rendez-vous avec des experts et référents de ces structures.

Objectifs visés :

- Sensibilisation à l'entrepreneuriat étudiant en Île-de-France ;
- Promouvoir le lien entre les étudiants-entrepreneurs de la nouvelle promotion 2023/2024 des huit Pépite d'Île-de-France ;
- Mise en valeur des lauréats du Prix Pépite Île-de-France 2023 devant l'écosystème d'entrepreneuriat territorial ;
- Faire connaître à la nouvelle promotion des structures d'accompagnement et de financement franciliens ;
- Orientation des lauréats vers des réseaux d'accompagnement et de financement franciliens.

Public cible :

- Etudiants des établissements de l'enseignement supérieur franciliens,
- Lauréats du Prix Pépite Île-de-France 2023,
- Alumni des huit Pépite franciliens,
- Partenaires et acteurs de l'écosystème entrepreneurial étudiant.

Calendrier : du 3 octobre au 17 octobre 2023

Mode opératoire de mise en œuvre de l'action et moyens mis en œuvre :

Le huit Pépite franciliens se proposent d'organiser quatre événements thématiques, en se regroupant à deux pour travailler sur ces thématiques. Il est envisagé d'organiser des événements de proximité ouverts à tous les étudiants et jeunes diplômés (à sensibiliser), et étudiants-entrepreneurs d'Île-de-France. Les partenaires des Pépite franciliens seront invités à participer à ces événements thématiques.

La journée du Prix Pépite Île-de-France sera organisée au siège de la Région Île-de-France en présence des 40 lauréats du Prix Pépite Île-de-France 2023. Différents réseaux/structures d'accompagnement et de financement seront conviés pour animer des rendez-vous collectifs afin de conseiller les lauréats sur les prochaines étapes de leur projet et de leur expliquer comment chaque structure peut les accompagner.

Localisation géographique :

 REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	15 000,00	22,06%
Animation et intervenants	7 000,00	10,29%
Opérations logistiques	15 000,00	22,06%
Restauration	15 000,00	22,06%
Temps/homme GNEGE	8 000,00	11,76%
Frais de personnel Pépité CREAJ IDF	8 000,00	11,76%
Total	68 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	29 000,00	42,65%
Autres financements	39 000,00	57,35%
Total	68 000,00	100,00%

Annexe 12 - Avenant n°1 convention EX053201 SESAME 2020 EPF GREEN

Avenant n°1 à la convention n° EX053201 relative au projet SESAME 2020 GREEN

Entre

La Région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN,
représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,
En vertu de la délibération N° CP 2020-XXX du 22 novembre 2017,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **FONDATION EPF**

dont le statut juridique est : Fondation

N° SIRET : 391101581 – 00018 CODE NAF : 85.42Z-Enseignement supérieur

dont le siège social est situé au : 3 BIS rue Lakanal 92330 SCEAUX

ayant pour représentant son Président est **Jean-Luc BERARD**,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- par délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010, la Région a confirmé les objectifs assignés au dispositif SESAME, et en particulier celui de soutenir les projets de recherche novateurs menés dans les laboratoires franciliens et nécessitant un investissement matériel important ;
- par délibération n° CP 2020-520 du 18 novembre 2020, la Région a attribué une subvention d'investissement d'un montant de 180 000 € pour la réalisation du projet GREEN.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 :

L'article 1 de la convention est modifié comme suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP 2020-520 du 18 novembre 202, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le projet de développement d'une plateforme de recherche pour notamment améliorer la compréhension du mode de fonctionnement de traitements innovants des eaux potables dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : EX053201 - SESAME 2020 - GREEN (référence dossier n° EX053201).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **65,55%** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **274 615 €**, soit un montant maximum de subvention de **180 000 €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 :

L'annexe technique à la convention est substituée par l'annexe technique figurant en annexe au présent avenant.

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

Fait à en 2 exemplaires originaux

Le

Président de la Fondation EPF

La Présidente du
Conseil régional d'Île-de-France

Jean-Luc BERARD

Valérie PECRESSE

DOSSIER N° EX053201 - SESAME 2020 - GREEN

Dispositif : Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME) (n° 00000120)

Délibération Cadre : CP2019-142 du 19/03/2019

Imputation budgétaire : 909-92-20422-167001-1800

Action : 16700101- Equipements scientifiques et technologiques

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipements et plateformes scientifiques et technologiques (SESAME)	274 615,00 € HT	65,55 %	180 000,00 €
	Montant total de la subvention		180 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION EPF ECOLE
POLYTECHNIQUE FEMININE
Adresse administrative : 55 AVENUE DU PRESIDENT WILSON
94230 CACHAN
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL NICOLLE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : développement d'une plateforme de recherche pour améliorer la compréhension du mode de fonctionnement de traitements innovants des eaux potables

Dates prévisionnelles : 25 mars 2020 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les dépenses sont prises à compter de la date du lancement de l'appel à projets conformément au règlement d'intervention du dispositif.

Description :

Le projet GREEN porté par l'EPF, Ecole d'Ingénieurs, a pour ambition de développer, sur son campus de Cachan, une plateforme de recherche appliquée et de technologie (plateforme GREEN) en collaboration étroite avec des partenaires académiques et avec l'appui de partenaires industriels de la filière eau. Ce projet s'inscrit dans les filières stratégiques et domaines d'intérêt majeur de la Région Ile-de-France suivants : Ville durable et intelligente (dont déchets, villes intelligentes, services) et Santé. Il a pour objectif de stimuler l'interdisciplinarité entre équipes de recherche et de fédérer les organismes et industriels franciliens du domaine de l'eau autour d'équipements originaux et adaptés aux problématiques liées à l'eau potable, en visant à :

- Diminuer l'impact de l'activité productive sur l'environnement, notamment du point de vue du traitement de la ressource depuis l'approvisionnement jusqu'au recyclage ;
- Préserver la qualité de la ressource en eau vis-à-vis des micropolluants et des pathogènes ;
- Augmenter la durabilité des systèmes de production d'eau potable ;

Les principaux verrous scientifiques du projet concernés étaient les suivants :

- Verrou 1 : la compréhension du mode de fonctionnement de traitements innovants des eaux potables
- Verrou 2 : le développement de capteurs suffisamment sensibles et fiables pour le suivi des différents phénomènes d'encrassement/corrosion
- Verrou 3 : le développement de méthodologies adaptées pour le dosage de polluants ciblés en circuit d'eau potable ou sur des eaux pluviales
- Verrou 4 : l'étude d'un cas concret : application des méthodologies sur le bâtiment EPF complètement rénové au sein d'un écosystème évolutif en milieu urbain.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Ce projet est porté par l'EPF et est cofinancé par différents laboratoires du CNRS.

Localisation géographique :



Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2020

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Spectromètre RAMAN (équipement, installation, maintenance,...)	270 912,00	98,65%
Installation conduite CO2	3 703,00	1,35%
Total	274 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	180 000,00	65,55%
EPF	92 615,00	33,73%
ERRMECe	2 000,00	0,73%
Total	274 615,00	100,00%